Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Lundi 23 décembre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°536 ■

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSIDE UNE RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Plusieurs dossiers examinés

P 16

EN HAUSSE DE 5,5 % DURANT LES 10 PREMIERS MOIS DE 2024

2,534 milliards de DA engrangés par la DGI

Au 31 octobre 2024, les recettes fiscales ordinaires recouvrées par la Direction Générale des Impôts ont enregistré une augmentation de 5,5 %, passant de 2,401 milliards de DA à 2,534 milliards de DA. Cette progression reflète une légère hausse des recouvrements, notamment de l'impôt sur le revenu global (IRG) et d'autres segments fiscaux. P 3

COMMERCE INTÉRIEUR

Lancement d'un recensement économique en 2025

Dans le cadre de ses efforts pour renforcer l'économie nationale, le gouvernement algérien lancera un recensement national des acteurs économiques au début de l'année 2025. Selon Ahmed Mokrani, directeur général du contrôle des activités au ministère du Commerce Intérieur, ce recensement concernera 186 000 acteurs économiques issus de différents secteurs. L'objectif principal est de créer une base de données sur les unités de production, d'évaluer les capacités nationales et de mieux encadrer le processus d'importation en fonction des besoins du marché local.

P 2

RENFORCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE TOURISTIQUE DANS LE SUD

Vers l'adoption d'une stratégie globale

Plus de 16 000 touristes étrangers ont visité les régions du Sahara algérien au cours de l'année 2024. Cette année, le tourisme saharien algérien retrouve des couleurs. Ces dernières années, grâce à une politique décomplexée, ce type de tourisme renaît quelque peu de ses cendres. Tous ces touristes qui visitent le Sud enchanté reprennent la même expression : « Une paix intérieure, le repos total ». Pourtant, cette image d'Épinal est légèrement ternie par un manque d'infrastructures. Si, pour le moment, ce type de tourisme tire son épingle du jeu, il n'en sera pas forcément ainsi dans quelques années.

P 5

FIAT ALGÉRIE

Production de 90 000 véhicules par an d'ici 2026

Dans le cadre de son développement stratégique en Algérie, Fiat a annoncé des résultats significatifs pour son usine de Tafraoui, à Oran. Le PDG de Fiat Algérie, Raouf Beji, a souligné que cette usine avait déjà atteint un taux d'intégration locale supérieur à 10 % après sa première année de production. L'objectif est désormais de porter ce taux à 20 % d'ici la fin de 2025.

P 5

INNOVATION

Sonatrach enregistre 30 brevets en 2024 P 4

AAPI

Vers la création de pôles de production de fournitures scolaires P 3

BAPTISÉE «ONE PAY»

La BNA lance sa nouvelle carte CIB à débit différé P 5

ENIE

Vers la relance de la production de téléviseurs et le lancement de la fabrication de lave-linge

L'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) envisage de relancer la production de téléviseurs, après une interruption de trois (03) ans, tout en se lançant dans la fabrication de lave-linge, a indiqué une responsable au sein de cette entreprise publique. "La production de téléviseurs sera relancée prochainement après trois ans d'arrêt", a déclaré à l'APS Mme Samia Semmak, directrice de la communication au niveau de cette entreprise, basée à Sidi Bel Abbès, en marge de la 32e édition de la Foire de la production algérienne (FPA), organisée au Palais des expositions des Pins-maritimes à Alger, (19 -28 décembre). Et d'ajouter: des efforts sont en cours pour relancer l'unité ENIE de Télagh (Sidi Bel Abbès), qui sera consacrée à la production de lave-linge et de balances électroniques, selon Mme Semmak. Concernant l'unité ENIE Photovoltaïque, la même responsable a précisé que cette dernière lancerait prochainement un projet de fabrication de climatiseurs fonctionnant avec ce type d'énergies renouvelables, soulignant que ce produit serait destiné particulièrement aux wilayas du Sud et aux régions enclavées.
Dans le cadre de la politique de diversification de la production d'ENIE (filiale du groupe public Elec El Djazair), Mme Semmak a rappelé que l'entreprise s'était lancée dans la fabrication des terminaux de paiement électronique (TPE), classiques et intelligents, avec une capacité de production dépassant 1000 unités/jour, "grâce à une main d'oeuvre qualifiée en la matière". Les TPE, dont le taux d'intégration dépasse les 60%, sont commercialisés dans le cadre de conventions signées par l'entreprise avec un nombre de partenaires et de clients à l'instar des Banques, d'Algérie Poste, et de la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique "SATIM".

COMMERCE INTÉRIEUR

Lancement d'un recensement économique en 2025

Dans le cadre de ses efforts pour renforcer l'économie nationale, le gouvernement algérien lancera un recensement national des acteurs économiques au début de l'année 2025. Selon Ahmed Mokrani, directeur général du contrôle des activités au ministère du Commerce Intérieur, ce recensement concernera 186 000 acteurs économiques issus de différents secteurs. L'objectif principal est de créer une base de données sur les unités de production, d'évaluer les capacités nationales et de mieux encadrer le processus d'importation en fonction des besoins du marché local.

Par Mourad A.

Lors de son intervention sur la « Chaîne I » de la radio nationale, Mokrani a précisé que ce recensement permettra également d'orienter les décisions des autorités publiques concernant l'investissement. « Nous serons en mesure de mieux évaluer les capacités de production du pays et de réajuster nos priorités en matière d'importations en fonction des capacités internes », a-t-il déclaré. Il a ajouté que cet effort visait à optimiser l'utilisation des ressources locales tout en assurant une gestion plus rationnelle des besoins du marché. Il a également évoqué les projets d'investissement en cours : « Actuellement, 9 063 projets d'investissement sont en cours à l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, dont 7 046 concernent directement le secteur de la production », a-t-il indiqué.
Selon lui, la volonté des autorités de promouvoir la production locale a conduit de nombreux importateurs à réorienter leurs efforts vers la fabrication nationale. « C'est un tournant important pour notre économie : de plus en plus d'importateurs se tournent vers la production, ce qui va dans le sens de notre politique de substitution des importations », a-t-il souligné.
En parallèle, le directeur général du contrôle a insisté sur les progrès réalisés par l'Algérie dans la promotion de son produit national. « Nous avons fait d'énormes progrès, et cela se reflète dans des événements comme la 32e édition du Salon de la production algérienne. C'est une occasion en or pour exposer les produits locaux et démontrer nos capacités de production », a-t-il déclaré.
Le salon, qui se déroule actuellement au Palais des Expositions, permet de mettre en lumière des secteurs tels que l'industrie alimentaire, la transformation, l'électronique, les appareils électroménagers, ainsi que les industries chimiques et pétrochimiques.
Il a également souligné la qualité des produits algériens, affirmant que « nos produits rivalisent désormais avec les produits importés, tant en termes de qualité que de compétitivité. L'État soutient activement la production nationale, ce qui permet à ces produits de répondre de mieux en mieux aux besoins du marché intérieur ».
Mokrani a ajouté que ces efforts sont soutenus par une politique publique bien définie, visant à encourager la production et la consommation locales.
Enfin, il a évoqué les projets en cours pour réguler le marché national, notamment un projet de loi en préparation. « Ce projet vise à protéger le pouvoir d'achat des citoyens en régulant les prix et en garantissant les droits des acteurs de la chaîne de production », a-t-il expliqué. Il a souligné que la législation en cours devrait offrir un cadre plus stable et équitable pour tous les intervenants, tout en assurant une plus grande transparence dans la régulation des prix.
En ce qui concerne la préparation au mois sacré de Ramadan, des mesures spéciales sont en place pour garantir un approvisionnement régulier du marché en produits de consommation courante. « Nous avons préparé un programme spécifique pour le mois de Ramadan afin d'assurer une offre suffisante de produits essentiels et de réguler les prix », a-t-il indiqué. Il a conclu en affirmant que les autorités suivent de près l'évolution du marché, « avec une attention particulière pour éviter toute tension sur les prix et garantir un équilibre entre l'offre et la demande».

CONCOURS NATIONAL DE RECRUTEMENT PRÉVU FIN DÉCEMBRE

Sonatrach convoque les candidats inscrits

Le groupe Sonatrach a annoncé, dimanche dans un communiqué, le début de l'envoi des convocations aux candidats inscrits au concours national de recrutement prévu fin décembre. "Sonatrach annonce le début de l'envoi, par courriel, des convocations aux candidats inscrits au concours national de recrutement", lit-on dans le communiqué. Les épreuves écrites de ce concours se dérouleront par spécialité, durant la période allant du 29 décembre 2024 au 4 janvier 2025, dans dix centres d'examen au niveau de dix wilayas, à savoir Adrar, Laghouat, Bouira, Tamanrasset, Alger, Skikda, Sidi Bel Abbès, Constantine, Ouargla et Oran. Sonatrach a précisé, dans son communiqué, que tous les candidats inscrits via la plateforme dédiée recevront leurs convocations, réaffirmant son engagement à garantir la transparence de l'opération "selon les plus hauts standards d'intégrité et d'équité entre les candidats".

CNR

Organisation de la 3e édition de la Semaine de l'aide sociale à domicile

La Caisse nationale des retraites (CNR) organise, du 22 au 26 décembre en cours, la 3e édition de la Semaine de l'aide sociale à domicile pour faire connaître les mécanismes mis en place au profit des retraités et des ayants droit, notamment les invalides, les personnes âgées et celles aux besoins spécifiques, en vue d'une prise en charge optimale de leurs préoccupations, indique dimanche un communiqué de la Caisse. Le dispositif d'aide sociale à domicile "a pris en charge, en 2023, plus de 21.000 retraités et ayants droit, en les accompagnant dans différentes démarches administratives pour l'obtention d'équipements et de dispositifs médicaux sans se déplacer", précise le communiqué. Dans le cadre de la modernisation du service public, la CNR met également à disposition le service d'aide sociale à domicile à distance grâce à l'application mobile "Takaoudi" et à l'espace en ligne réservé aux retraités, leur permettant de demander des équipements en ligne et de planifier les visites à domicile des assistant sociaux, selon la même source. La Caisse dispose, au niveau de toutes ses agences locales, de "deux assistants sociaux qualifiés qui identifient, selon des critères précis, les retraités nécessitant une assistance, et ce, à l'aide du fichier national des retraités enregistrés auprès des services de la sécurité sociale", ajoute le communiqué. Le dispositif d'aide sociale à domicile reflète "la volonté de l'Etat de consacrer son caractère social et de garantir la justice sociale, à travers des mécanismes assurant l'assistance sociale à tous les retraités, notamment les catégories vulnérables, afin qu'ils puissent bénéficier des différents services dans les meilleures conditions", conclut la même source.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

EN HAUSSE DE 5,5% DURANT LES 10 PREMIERS MOIS DE 2024

2,534 milliards de DA engrangés par la DGI

Au 31 octobre 2024, les recettes fiscales ordinaires recouvrées par la Direction Générale des Impôts ont enregistré une augmentation de 5,5 %, passant de 2 milliards 401 millions de DA à 2 milliards 534 millions de DA. Cette progression reflète une légère hausse des recouvrements, notamment de l'impôt sur les salaires (IRG) et d'autres segments fiscaux.

Par Mourad A.

Toutefois, cette croissance reste insuffisante pour couvrir pleinement les dépenses publiques nécessaires au financement des impératifs socio-économiques de l'État. Selon Amel Abdellatif, Directrice générale des impôts (DGI), il est crucial d'accroître la mobilisation des ressources fiscales pour répondre aux besoins croissants de l'économie et de la société.
Dans ce contexte, la Loi de finances 2025 introduit plusieurs mesures stratégiques destinées à dynamiser l'économie et renforcer le système fiscal du pays. L'élargissement de l'assiette fiscale est l'une des priorités majeures, afin de mobiliser davantage de ressources publiques pour soutenir les finances nationales. Lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale, la Directrice générale a précisé que "l'élargissement de l'assiette fiscale est une démarche incontournable pour garantir une stabilité économique et accroître nos capacités de financement". Parallèlement, un ensemble de mesures a été mis en place pour soutenir le pouvoir d'achat des citoyens, notamment par l'exonération de TVA sur certains produits de première nécessité, tels que les viandes congelées, les légumes secs et les fruits. Des taux réduits de droits de douane seront également appliqués sur certains produits jusqu'à la fin de l'année 2025, dans l'objectif d'alléger la pression sur les ménages tout en stimulant la consommation locale.
L'accent est également mis sur l'encouragement à l'investissement, particulièrement dans les secteurs innovants. "Nous voulons encourager l'innovation, soutenir les start-ups et favoriser l'émergence de projets novateurs", a affirmé la responsable de la DGI. Des avantages fiscaux seront accordés aux start-ups, aux incubateurs et aux projets innovants, y compris des exonérations sur les droits de mutation et d'enregistrement. Ces mesures visent à stimuler la création d'entreprises et l'innovation, contribuant ainsi à la diversification économique. Par exemple, des plateformes telles que « Jibayatic » et « Tabioucom », qui facilitent l'accès aux services de commerce en ligne et favorisent la croissance d'entreprises numériques, bénéficient de ces avantages pour promouvoir l'innovation. De plus, les régions du Sud bénéficient de mesures fiscales spécifiques, avec la reconduction d'un abattement fiscal de 50 % pour les activités menées dans les wilayas du Sud, telles qu'Adrar, Illizi et Tamanrasset, pour une période de cinq ans. Cette initiative vise à encourager le développement économique dans ces zones moins privilégiées et à réduire les disparités régionales. Elle a souligné que "les régions du Sud doivent bénéficier d'un soutien fiscal pour rattraper leur retard économique et contribuer à l'effort de développement national".

Vers le parachèvement de la numérisation des services fiscaux

La modernisation et la numérisation des services fiscaux constituent également un axe stratégique majeur. La Direction Générale des Impôts a mis en place plusieurs plateformes numériques, comme "Moussahamatic", facilitant les déclarations et paiements en ligne. Amel Abdellatif a déclaré : "La numérisation des services fiscaux est une priorité pour améliorer l'efficacité et la transparence de notre administration". En seulement quatre mois, plus de 113 000 quittances électroniques ont été émises, permettant de recouvrer 332,6 millions de dinars. Ce succès marque une étape importante dans le processus de modernisation du système fiscal. Par ailleurs, l'interconnexion entre l'administration fiscale et d'autres institutions, telles que les banques, le CNRC et les services des domaines, permettra de renforcer la transparence et d'améliorer le contrôle des opérations fiscales.
La révision du régime de l'Impôt Forfaitaire Unique (IFU) constitue une autre mesure importante, avec l'augmentation du minimum d'imposition de 10 000 à 30 000 dinars pour les contribuables concernés, tout en maintenant un seuil de 10 000 dinars pour les auto-entrepreneurs. "Nous avons décidé de réformer l'IFU pour qu'il soit plus juste et plus adapté à la réalité économique actuelle", a expliqué la Directrice générale. Certaines activités, comme les traiteurs, les commerces en grandes surfaces et les entreprises de location de véhicules, seront désormais exclues du régime IFU, dans le but de rationaliser le système fiscal et d'assurer une meilleure justice fiscale.
Dans cette optique, des mesures seront mises en place pour garantir une fiscalisation plus équitable de tous les acteurs économiques, en prenant en compte les capacités contributives de chacun. Elle a insisté : "Nous souhaitons une fiscalité qui soit juste, équitable, et qui prenne en compte la situation de chaque contribuable". De plus, pour soutenir les entreprises en difficulté, des mesures spécifiques ont été prévues, notamment l'annulation des pénalités de recouvrement pour les dettes fiscales anciennes et la possibilité de rééchelonner les dettes fiscales. "Ces mesures visent à soutenir les entreprises en difficulté, particulièrement après la crise du COVID, pour leur permettre de se redresser et de reprendre leurs activités", a ajouté la responsable de la DGI.

RÉUNION DE COORDINATION AU MINISTÈRE DES FINANCES

Les textes d'application de la LF 2025 au menu

Synthèse S R.

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé samedi une réunion de coordination réunissant les directeurs généraux du secteur ainsi que des responsables de structures afin de faire le point sur l'état d'avancement des textes d'application de la loi de Finances (LF) 2025 ainsi que sur la mise en oeuvre du contrat d'objectifs et de performance (COP) de la Direction générale des impôts (DGI). Selon un communiqué du ministère des Finances, cette réunion, la dernière de l'année 2024, s'inscrit dans le cadre d'un cycle de concertation régulière instauré pour garantir «une gouvernance efficace et performante au sein du secteur». Dans son allocution d'ouverture, le ministre a rappelé l'esprit qui anime ces réunions de coordination, soulignant leur rôle clé dans la mise en œuvre d'«une gouvernance modernisée, basée sur des principes de concertation, de performance et de résultats concrets». Il a insisté sur l'importance de maintenir ces rencontres régulières, qui permettent d'identifier les priorités, de proposer des solutions adaptées et d'assurer un suivi rigoureux des objectifs fixés, ajoute la même source.
Faid a également insisté sur l'élargissement de ce modèle de concertation périodique à toutes les structures du ministère et à leurs services extérieurs, en vue de garantir une coordination optimale et une efficacité accrue dans la gestion des projets et des initiatives stratégiques. Rappelant un contexte marqué par des défis stratégiques, il a évoqué le rôle central du secteur des finances dans l'action gouvernementale, soulignant les défis majeurs auxquels fait face le secteur, notamment la conciliation entre le rôle de conseiller financier, la recherche de financements durables et la préservation des équilibres financiers globaux.
Dans ce sens, le ministre a ajouté que ces défis, bien que complexes, doivent être perçus comme une opportunité pour renforcer les capacités de prévision, affiner les outils d'analyse et améliorer les processus de décision au sein du ministère. La réunion a été articulée sur les textes d'application de la LF 2025 où la directrice générale des impôts, Amel Abdelatif, a présenté un bilan global des textes d'application nécessaires pour assurer l'entrée en vigueur effective de cette loi dès janvier. A ce sujet, M. Faid a insisté sur «l'urgence de finaliser ces textes dans les délais impartis». Le deuxième point abordé lors de cette réunion a concerné le suivi de la mise en œuvre du contrat d'objectifs et de performance (COP) de la DGI. Il a conclu la réunion en appelant l'ensemble des responsables à maintenir une mobilisation sans faille pour relever les défis de l'année 2025 dans le but de mobiliser efficacement les ressources fiscales, douanières, domaniales et financières pour garantir un financement durable des politiques publiques et renforcer le développement économique du pays. M. Faid a appelé également à intensifier les efforts pour mobiliser les ressources financières disponibles, en veillant à promouvoir le «civisme fiscal» et à renforcer la transparence dans nos actions.

AAPI

Vers la création de pôles de production de fournitures scolaires

Par R E.

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) prévoit de créer des pôles de production de fournitures scolaires afin de renforcer le développement de cette filière, a annoncé son directeur général, Omar Rekkache. Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite à la Foire de la production algérienne (FPA), qui se tient au Palais des Expositions du 19 au 28 décembre, M. Rekkache a précisé que «les efforts de l'AAPI sont orientés vers la création de pôles de production de fournitures scolaires, d'autant que plusieurs sociétés du secteur souhaitent développer leurs activités dans ce domaine».
«Ce projet s'inscrit en droite ligne avec les directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à atteindre l'autosuffisance pour certains articles de fournitures scolaires et à réduire la facture d'importation dans ce secteur», a-t-il ajouté tout en assurant que «l'AAPI soutiendra toutes les entreprises éligibles, tant du secteur public que privé».
«L'AAPI œuvre à accompagner les opérateurs économiques dans leurs investissements, afin qu'ils répondent aux priorités stratégiques de l'Etat, tout en contribuant à l'augmentation du taux d'intégration industrielle. Ces projets, créateurs d'emplois et fondés sur les nouvelles technologies, sont garants d'un développement économique équilibré», a déclaré Rekkache.
Lors de sa visite, le directeur général s'est rendu au stand de la société de fabrication d'articles de bureau et scolaires "FABS", où il s'est enquis du projet d'extension de l'entreprise, visant à atteindre une production d'un million de stylos par an, parmi d'autres articles. Le DG de l'AAPI Rekkache a également visité les stands d'entreprises opérant dans d'autres secteurs, dont le groupe d'industrie électronique et électroménager «Iris», qui a récemment lancé, avec l'appui de l'AAPI, un projet de production de noir de carbone, utilisé notamment dans la fabrication des pneus. Au stand de la société Wafa, spécialisée dans la fabrication et la transformation du papier domestique et sanitaire, Rekkache a salué le «projet à vision prospective» récemment lancé par l'entreprise à Ain Oussara (Djelfa), avec le soutien de l'AAPI. L'entreprise, bénéficiaire de 35 hectares de terrain, concrétisera son projet de production de matière première pour la fabrication du papier en trois phases et devrait créer, à l'horizon 2035, plus de 1.700 postes d'emploi. Au stand du groupe industriel "Divindus", le directeur général de l'AAPI a annoncé que la filiale «Divindus Ouargla» a bénéficié d'un terrain pour l'extension de ses activités. «La visite de ces entreprises envoie un message fort aux porteurs de projets, leur assurant que l'agence est pleinement disposée à leur offrir tout le soutien nécessaire», a-t-il souligné.

32ÈME EDITION DE LA FOIRE DE LA PRODUCTION ALGÉRIENNE

Ooredoo présente ses offres et solutions aux visiteurs du Salon

Ooredoo Algérie réaffirme son engagement en faveur du développement économique national en prenant part à la 32ème édition de la Foire de la Production Algérienne (FPA), qui se déroule du 19 au 28 décembre 2024 au Palais des Expositions, Pins Maritimes à Alger. Placé sous le haut patronage du Président de la République, Monsieur Abdelmadjid TEBBOUNE, cet événement réunit les producteurs, industriels et acteurs économiques algériens autour d'un rendez-vous incontournable. Il s'impose comme une vitrine de l'excellence et de la diversité du savoir-faire national, tout en contribuant à la promotion du label « Made in Algeria » et à l'essor de l'économie nationale. Pour cette édition, Ooredoo se distingue par une présence dynamique et innovante, à travers un stand dédié pouraccueillir les visiteurs etleur présenter une gamme d'offres et de solutions innovantes. Mettant à l'honneur le Quiz 20 ans qui offre aux participants l'opportunité de remporter 20 Fiat 500, Ooredoo propose une expérience Gaming originale avec un simulateur de conduite de cette voiture au niveau du stand, deux cérémonies de remise des prix sont également organisées pour récompenser les lauréats de la semaine, et ce, les samedi 21 et 28 décembre, au sein du Palais des Expositions, pour partager l'ambiance festive des 20 ans de Ooredoo avec les visiteurs de cette foire. Le jeu « QUIZ 20 ANS» se poursuit et continuera de faire gagner aux participants, deux (2) Fiat 500 chaque semaine, et ce, jusqu'au 25 janvier 2025.

Pour participer à ce concours exclusif, rien de plus simple : il suffit de recharger son compte avec un minimum de 100 DA, que ce soit dans un Espace Ooredoo, Point de vente Ooredoo ou via l'application My Ooredoo. Une fois la recharge effectuée, les participants composent le *523#, sans aucune déduction de crédit, pour accéder au quiz et répondre aux questions. Au-delà d'une simple participation, Ooredoo conçoit cet événement comme une plateforme privilégiée pour favoriser les échanges, initier des partenariats stratégiques et renforcer les relations d'affaires entre les différents acteurs économiques nationaux.

INNOVATION

Sonatrach enregistre 30 brevets en 2024

Le Président-directeur général du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, qui a participé aux travaux du Forum de l'innovation en Algérie – Horizons 2027, organisé par le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies, a annoncé que le groupe accorde une grande importance à l'innovation. Dans son intervention, il a mis en évidence l'importance de la recherche, du développement et de l'innovation comme éléments clés pour soutenir la transformation industrielle et atteindre la durabilité dans le secteur de l'énergie.

L'intervenant a également souligné le rôle de leader de Sonatrach dans l'adoption de technologies de pointe et le développement de solutions innovantes pour relever les défis environnementaux et énergétiques actuels. Il a précisé que le groupe avait réussi à augmenter le nombre de brevets détenus par l'entreprise, passant de 1 en 2020 à environ 30 en 2024, et a souligné que près de 40 projets de recherche et développement ont été lancés, dont 70 % sont réalisés dans le cadre de partenariats nationaux et internationaux.

Rachid Hachichi a en outre réaffirmé l'engagement de Sonatrach à renforcer la coopération avec les universités, les centres de recherche et les entreprises émergentes, afin de créer un écosystème complet soutenant l'innovation. Le premier responsable de la compagnie nationale a, de plus, souligné que l'investissement dans l'innovation ne constitue pas seulement une réponse aux défis actuels, mais représente aussi une opportunité de redéfinir le secteur de l'énergie pour le rendre plus durable et responsable.

Il a réitéré l'engagement de Sonatrach à continuer de soutenir la recherche et l'innovation, en soulignant l'importance de la «Conférence de l'innovation en Algérie», organisée avant-hier samedi, comme une plateforme pour l'échange d'expériences et la stimulation des idées visant à créer un environnement propice à l'innovation, au service de l'avenir et du développement du pays.

LA 17e ÉDITION PRÉVUE DU 6 AU 9 JANVIER 2025 À LA SAFEX

Plus de 5000 visiteurs attendus au salon Horeca Expo Algérie

La 17e édition HORECA EXPO ALGÉRIE, salon de référence pour les professionnels de l'hôtellerie, de la restauration et des collectivités, se tiendra du 6 au 9 janvier 2025, à la SAFEX d'Alger. Cet événement incontournable, indique un communiqué, constitue une opportunité unique pour les entreprises ambitieuses du secteur, souhaitant s'imposer sur le marché algérien. Avec plus de 5000 visiteurs attendus, HORECA EXPO ALGÉRIE offre une «plateforme privilégiée pour rencontrer des professionnels influents ».

Le salon permet ainsi de nouer des contacts stratégiques avec des clients potentiels et partenaires d'affaires. HORECA EXPO ALGÉRIE 2025 sera le théâtre d'événements culinaires spectaculaires. Les meilleurs chefs du pays s'affronteront pour remporter le titre suprême dans des compétitions exaltantes. Un véritable festival de saveurs et de créativité qui promet une expérience culinaire inédite et inoubliable pour les visiteurs. Le concours « A vos soupes » qui verra les chefs de plusieurs hôtels s'affronter pour décrocher le titre de meilleure soupe, le concours « La douceur des dattes » qui verra des amateurs très talentueux comme : Mr Aimen Amari ou encore Chef Jasmine, s'opposer pour le titre. Plusieurs autres concours seront organisés sur place avec la présence de la Cheffe Sherazade Laoudedj.

Pour rappel, l'édition 2023 avait réuni 80 exposants et attiré 3800 visiteurs. Cette nouvelle édition s'annonce déjà comme l'événement phare de la restauration et de l'hôtellerie en Algérie. Cet événement unique en Algérie permettra aux entreprises du secteur de dynamiser leur potentiel, renforcer leur présence sur le marché algérien et nouer des relations stratégiques.

POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le ministre Zerrouki visite la Foire de la production algérienne

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a visité samedi la 32e édition de la Foire de la production algérienne (FPA), organisée, au Palais des expositions des Pins-maritimes à Alger, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette visite, le ministre s'est enquis de la participation des entreprises activant dans le domaine des technologies de l'information de la communication (TIC) à la FPA, indique la même source. A cette occasion le ministre de la Poste et des Télécommunications, a souligné le "le rôle à jouer par le secteur en tant que pilier de développement économique et de promotion du produit national".

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 22 ديسمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 22 Décembre 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	66	82	50	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	68	78	58	الطماطم		
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف		
	Ail sec	474	548	399	الثوم الجاف		
	Carotte	67	76	58	الجزر		
	Navet	81	91	71	لفت		
	Choux fleur	74	84	64	قرنبيط		
	Choux	71	80	61	الكرنب		
	Courgette	167	183	152	الكوسة		
	Haricot vert	185	204	166	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	87	99	74	الخس		
Fruits frais	Clémentine	120	150	90	الكليمونتين	فواكه طازجة	
	Mandarine	100	130	70	المندرين		
	Orange	120	140	100	البرتقال		
	Citron	128	147	109	الليمون		
	Pomme locale	374	480	268	التفاح المحلي		
	Datte	496	629	363	التمر		
	Banane	431	445	416	الموز		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1764	1892	1636	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	385	396	373	الدجاج		
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)		

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	-0,09	-0,56	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	NC	0,00	0,69	2,11	7,05	7,66	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 238,00	2238,00	0,00	-0,86	-1,98	11,77	5,59	15433	34 539 054,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-4,24	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-13,03	2,03	-	0	0,00

RENFORCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE TOURISTIQUE DANS LE SUD

Vers l'adoption d'une stratégie globale

Plus de 16 000 touristes étrangers ont visité les régions du Sahara algérien au cours de l'année 2024. Cette année, le tourisme saharien algérien retrouve des couleurs. Ces dernières années, grâce à une politique décomplexée, ce type de tourisme renaît quelque peu de ses cendres. Tous ces touristes qui visitent le Sud enchanté reprennent la même expression : « Une paix intérieure, le repos total ». Pourtant, cette image d'Épinal est légèrement ternie par un manque d'infrastructures. Si, pour le moment, ce type de tourisme tire son épingle du jeu, il n'en sera pas forcément ainsi dans quelques temps. C'est d'ailleurs dans cette optique que la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a fait savoir, depuis la wilaya de Djanet, que son secteur s'employait à adopter une stratégie globale visant à renforcer l'infrastructure touristique dans le Sud du pays.

Par Réda Hadi

Dans une allocution prononcée lors d'une rencontre avec les représentants des agences touristiques locales dans le cadre de sa visite dans la wilaya, Mme Meddahi a affirmé que le secteur du tourisme et de l'artisanat œuvre à adopter une stratégie globale visant à renforcer l'infrastructure touristique dans les wilayas du sud du pays. Cette stratégie prévoit le développement des structures et des services en vue de répondre aux besoins des touristes, tout en se focalisant sur le soutien au tourisme saharien, étant un atout touristique fondamental que recèle l'Algérie, a souligné la ministre. Selon la vision de la ministre, la complémentarité entre les différents secteurs, est importante, afin de promouvoir le tourisme et contribuer ainsi au développement de l'économie locale et à la création de l'emploi au profit des habitants de ces régions, tout en garantissant un équilibre entre la croissance économique et la préservation du caractère traditionnel de la région.

C'est sur cet aspect que M. Nwiwa, qui dirige une agence de voyages à Bordj El Bahri, a souligné qu'effectivement, le manque d'infrastructure hôtelière pourrait nuire à la dynamique enclenchée, mais que celui-ci ne peut être la cause déterminante qui freinerait ce type de tourisme. En effet, selon ce gérant d'agence, fort de son expérience, il explique que ce type de tourisme, au-delà de l'aspect hôtelier, gagnerait davantage en résolvant certains problèmes. Celui-ci cite en exemple, le cas de touristes qui débarquent pour le Sud via Alger. Le fait que notre aéroport n'a rien de chaleureux ou d'accueillant. De nuit, il est même angoissant. Tous les magasins sont fermés. Il n'y a pas grand-monde à l'intérieur. Au point où si quelqu'un a faim, il ne trouvera personne. De même nous assure notre interlocuteur, il y a un manque de coordination pour les transits. Et souvent même le guide de l'agence, ne trouve quiconque pur un éventuel renseignement. Pour ce responsable d'agence c'est un véritable parcours du combattant. Certes reconnait –il, il y a des vols directs pour la destination Sud, mais ils restent insuffisants à beaucoup d'égards.

Mais selon lui, pour beaucoup de touristes, se plaignent de ne pas pouvoir utiliser leurs cartes bancaires pour faire des achats. Seuls quelques grands établissements hôteliers et quelques boutiques acceptent les cartes. Car beaucoup d'entre les touristes, refusent de se balader avec du liquide. En dehors de ces inconvénients, le tourisme saharien a de beaux jours devant lui.

S'agissant des infrastructures hôtelières, Houria Meddahi a fait savoir, que le secteur prévoit une saison touristique réussie au vu de l'affluence croissante des touristes. Par ailleurs, la ministre a fait état de la réception par la wilaya, durant la dernière saison du tourisme saharien (2023-2024), de 11.000 touristes étrangers et de21.000 touristes locaux, tandis que le nombre des touristes étrangers a atteint au cours de la saison actuelle(2024/2025) 8.000 touristes, un chiffre appelé à augmenter au cours de la saison, selon la même responsable.

Mme Meddahi a expliqué cette affluence recrudescente à nombre de facteurs dont le lancement du vol direct Djanet - Paris en sus de la création du guichet unique pour la facilitation des procédures administratives au profit des touristes, saluant, par là même, les grands efforts consentis par les agences touristiques activant dans la wilaya de Djanet, qu'elle les a qualifiées de partenaires essentiels pour la promotion du secteur.

Elle a fait savoir, en outre, que ces efforts avaient contribué à la dynamique marquant le secteur, grâce notamment à la mise en place de programmes touristiques intégrés. Et d'ajouter: ces programmes ont également contribué à la promotion de la région en faisant connaitre ses spécificités touristiques et naturelles, rappelant que la politique de l'Etat était basée sur le développement du tourisme intérieur, tous types confondus, à l'effet de garantir la continuité de l'activité du secteur tout le long de l'année , y compris le tourisme saharien, thermal et balnéaire.

BAPTISÉE « ONE PAY»

La BNA lance sa nouvelle carte CIB à débit différé

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a annoncé dimanche dans un communiqué le lancement d'une nouvelle carte CIB à débit différé, permettant aux clients de payer leurs achats et régler leurs factures, avant de débiter ces dépenses une seule fois en fin de mois.

"Les paiements de proximité ou en ligne effectués au moyen de la nouvelle carte CIB, baptisée One Pay, sont débités à la fin du mois", indique le communiqué, précisant que cette carte, accessible aux clients particuliers à revenus stables, permet à son titulaire "une meilleure gestion de son budget et une visibilité parfaite sur ses dépenses". Le titulaire de la carte One Pay, abonné au service SMS Card, reçoit pour chaque transaction de paiement un SMS de notification, ajoute la même source.

De plus, il est possible de consulter, via la plateforme e-Banking et l'application BNAtic, les transactions de retrait autorisées sur la base du solde disponible en compte ainsi que les paiements différés. Outre le règlement différé des dépenses, cette carte destinée aux clients particuliers de la banque titulaires de comptes chèques classiques, offre un accès à une variété de services bancaires classiques, dont la consultation du solde, les opérations monétiques, l'impression d'un RIB, les opérations de retrait d'espèces, de paiement de proximité et de paiement en ligne, et toutes les fonctionnalités disponibles sur les GAB, souligne-t-on.

FIAT ALGÉRIE

Production de 90 000 véhicules par an d'ici 2026

Par M A.

Dans le cadre de son développement stratégique en Algérie, Fiat a annoncé des résultats significatifs pour son usine de Tafraoui, à Oran. Le PDG de Fiat Algérie, Raouf Beji, a souligné que cette usine avait déjà atteint un taux d'intégration locale supérieur à 10 % après sa première année de production. L'objectif est désormais de porter ce taux à 20 % d'ici la fin de 2025. Ce projet ambitieux fait partie d'une dynamique plus large visant à créer un véritable écosystème automobile en Algérie, avec l'intégration de nouveaux fournisseurs locaux. L'ambition est également d'atteindre une capacité de production de 90 000 véhicules par an d'ici 2026.

Concernant l'avenir de la production et de la commercialisation des modèles Fiat fabriqués localement, RaoufBeji a indiqué, lors d'une interview accordée à un média privé, que le très attendu modèle Doblò touristique sera lancé à partir de janvier 2025. Ce véhicule sera le premier modèle touristique produit à l'usine de Tafraoui et sera initialement équipé de moteurs à essence. Il sera ensuite proposé avec des kits GPL afin de répondre à la demande croissante de véhicules plus économes en énergie. Outre la Doblò touristique, Fiat Algérie prévoit également l'introduction de nouveaux modèles, dont un tout nouveau véhicule dont la production débutera fin 2025, avec un taux d'intégration local de 20 %. Raouf Beji a également abordé la question de l'exportation, précisant que bien que cela constitue un objectif à moyen terme, la priorité reste de satisfaire les besoins du marché national. Sous l'égide de Stellantis, les ambitions de Fiat Algérie sont claires : transformer l'Algérie en un pôle stratégique pour le groupe en Afrique, en produisant des véhicules adaptés aux attentes du marché local tout en poursuivant les investissements dans l'intégration et le développement de l'industrie automobile nationale.

USTO-MB

Ouverture de 41 postes de formation en doctorat pour 2024-2025

Quarante-et-un (41) postes de formation en doctorat pour l'année universitaire 2024-2025 ont été ouverts par l'Université des sciences et de technologie "Mohamed Boudiaf" d'Oran (USTO-MB), répartis sur plusieurs domaines, filières et spécialités, a-t-on appris samedi auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur. A ce titre, ces postes ont été ouverts au titre de l'année universitaire 2024-2025 dans trois principaux domaines de formation, à savoir sciences et technologies (ST) mathématiques et Informatique (MI), sciences de la nature et de la vie (SNV) et cinq filières: informatique, mathématiques, sciences biologiques, métallurgie, travaux publics. Ainsi, 15 postes ont été ouverts dans la filière informatique et ses spécialités Data science (6 postes), intelligence Artificielle (6) ,réseaux et systèmes (3) de plus que 3 postes dans la filière mathématique et plus précisément dans la spécialité analyses mathématique et application. En sciences biologiques 9 postes ont été ouverts dans les spécialités biodiversité et valorisation des ressources naturelles (3) biologie moléculaire et cellulaire (3) et cancérologie. En outre, 5 postes ont été ouverts dans la filière métallurgie et génie métallurgique plus particulièrement et 3 autres dans la filière travaux publics dans la spécialité voies et ouvrages d'art, ajoute-t-on de même source. Dans ce cadre, la même source a fait savoir que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a fixé une période pour le dépôt des demandes et des dossiers d'inscription allant du 2 au 14 janvier en cours à travers la plateforme numérique "PROGRESS" qui lui a été dédiée. Du 15 au 19 janvier 2025 il sera procédé à la vérification de la conformité des dossiers de candidatures par les services chargés de la post-graduation au niveau des établissements universitaires via la plateforme, ainsi que l'examen des dossiers de candidatures par le comité de formation doctorale via PROGRES Du 20 au 25 janvier 2025. La période du 27 au 28 janvier 2025 sera consacrée au dépôt des recours déposés par les candidats non retenus au concours via PROGRES. L'examen des recours est prévue du 29 au 31 janvier 2025. L'affichage des listes définitives des candidats retenus pour le concours via la même plateforme et confirmation de la participation le 1er février 2025. Le déroulement des concours d'accès à la formation du troisième cycle se fera du 5 au 27 février 2025, a-t-on noté.

PRODUCTION DE TILAPIA ROUGE À KHENCHELA

Une hausse de 100 % prévue cette année

Le président de la chambre d'agriculture de la wilaya de Khenchela a chapeauté, la première opération de commercialisation du Tilapia rouge, poisson d'eau douce, au sein de l'exploitation aquacole Miloud Mecheri, sise dans le périmètre GuéchirTrab, dans le Sahara des Nememcha, au sud de la wilaya. Cette démarche, fruit d'une synergie entre la direction régionale de la Pêche et des Productions halieutiques de Guelma et la Direction des Services Agricoles (DSA) de la wilaya de Khenchela, s'inscrit dans le programme d'accompagnement des fellahs dans la concrétisation de leurs projets entrant dans le cadre de l'aquaculture intégrée à l'agriculture, et ce, tout au long de la chaîne de valeur, de la production à la commercialisation. L'événement a réuni plusieurs responsables, dont le directeur régional et le président de la chambre de la pêche et des productions halieutiques de Guelma, ainsi que les représentants de l'inspection vétérinaire, du secteur de la formation professionnelle de Babar et de la direction du Commerce, ainsi que des agriculteurs professionnels.

Il convient de rappeler que l'introduction de l'aquaculture dans le sud de Khenchela est l'œuvre du groupe avicole de Cosider. Celui-ci ambitionne, pour l'exercice en cours, une production de 200 tonnes de Tilapia au sein de la ferme pilote de cette wilaya, représentant ainsi une progression de 100 tonnes par rapport à 2023.

Les perspectives à moyen terme visent une production de 800 tonnes sur les trois prochaines années, selon des sources concordantes. Cette augmentation substantielle de la production devrait permettre de satisfaire la demande du marché de la région Est du pays, d'autant que ce produit demeure accessible aux foyers aux revenus modestes. A noter qu'un dispositif incitatif a été mis en place sous forme de prime, destiné aux producteurs de Tilapia rouge satisfaisant à des critères spécifiques en matière de capture, de poids et de longueur.

DJANET

La ministre du Tourisme appelle à valoriser les produits de l'artisanat traditionnel local

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi, a mis l'accent, samedi à Djanet, sur la nécessité de valoriser les produits de l'artisanat traditionnel que recèle la région.

Le ministère accorde "un grand intérêt" à l'artisanat, levier du tourisme saharien, qu'il appartient de valoriser à travers la création d'espaces, locaux permanents et points de vente au niveau des circuits touristiques, pour la promotion et la commercialisation des produits de l'artisanat, a affirmé Mme Meddahi lors de la visite d'une exposition d'artisanat dans la zone touristique d'Ihrir. Le département œuvrera à accorder les facilités pour la participation des artisans aux différentes manifestations à l'intérieur du pays et à l'étranger, l'appui et l'accompagnement pour soutenir l'écoulement des produits de l'artisanat local reflétant le riche patrimoine immatériel faisant la fierté de la région, a indiqué la ministre. Et de soutenir que la démarche contribuera à la promotion du tourisme saharien, notamment dans la région de Djanet qui renferme d'importantes potentialités touristiques lui conférant le label de destination de choix. La ministre, qui s'est rendue au camping privé de "Djorf Amoud" d'une capacité de 90 lits, situé à 65 km de Djanet, s'est félicitée de ce type de projets "amis de l'environnement", tout en étant modeste et moins coûteux, à la satisfaction des amateurs d'aventures. S'agissant des structures d'accueil, la ministre a fait savoir que son département envisage, dans le cadre de sa stratégie, d'accroitre

la capacité d'accueil hôtelière à Djanet qui compte actuellement cinq (5) hôtels totalisant 513 lits. Dans son allocution d'ouverture d'une exposition d'artisanat à la maison de l'Artisanat du quartier Azelouaz, Mme Meddahi a mis en avant la nécessité de préserver le riche legs culturel de la région, partie intégrante de l'identité nationale. Elle a, à ce titre, mis l'accent sur la nécessité de soutenir et d'encourager la femme au foyer à s'impliquer dans les activités artisanales pour conforter sa position dans le développement socioéconomique.

Mme Meddahi a invité, par la même occasion, les artisans à transmettre les métiers de l'artisanat aux générations montantes, à travers l'organisation d'ateliers d'initiation et de formation en direction des enfants et des jeunes, par souci de préserver et pérenniser ce patrimoine. La ministre du Tourisme et de l'Artisanat devra présider, dans le cadre de sa visite de travail de deux jours dans la wilaya, une rencontre avec les représentants des agences locales de tourisme, et inspecter des projets et installations relevant de son secteur.

SAÏDA

Lancement d'une campagne de sensibilisation sur les accidents de la route

Le groupement régional de la Gendarmerie nationale de Saïda a lancé, samedi, une campagne de sensibilisation visant à prévenir les accidents de la route lors des intempéries, a-t-on appris de ce corps de sécurité.

La chargée de communication du groupement régional de la Gendarmerie nationale, le commandant Kheir Yamina a indiqué, à l'APS, que "cette campagne qui s'inscrit dans la continuité des efforts déployés sur le terrain par les mêmes services, a pour objectif de sensibiliser les conducteurs aux dangers liés aux intempéries et de les inciter à faire preuve de prudence et à respecter les règles de conduite sécuritaire".

Organisée sous le slogan "La prudence, une protection contre les dangers", cette campagne qui se poursuivra jusqu'au 20 janvier prochain couvrira plusieurs zones du territoire de la wilaya, notamment le barrage fixe de contrôle d'Aïn Taghat (commune d'Ouled Khaled) situé sur la RN 6 reliant les wilayas de Saïda et Mascara, qui connaît une circulation dense, surtout pendant les vacances scolaires d'hiver, a-t-on fait savoir.

Dans le cadre de cette initiative, les éléments de la Gendarmerie nationale fourniront des conseils et des orientations préventives aux conducteurs, tout en distribuant des dépliants portant sur le respect de la vitesse réglementaire, des distances de sécurité et l'évitement des dépassements dangereux.

L'importance des contrôles techniques, les inspections périodiques des véhicules, ainsi que de l'utilisation de la ceinture de sécurité sera également mise en avant, a-t-on ajouté de même source.

TERRAINS DE JEUX DE PROXIMITÉ À CONSTANTINE

Lancement imminent de treize projets

Treize projets portant réaménagement et réalisation de terrains de jeux de proximité seront lancés dans la wilaya de Constantine avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris auprès des services de la Direction de la Jeunesse et des Sports (DJS).

Il s'agit de dix opérations de réaménagement de terrains de jeux de proximité, répartis sur plusieurs quartiers des communes de Constantine, de Hamma Bouziane et de Didouche Mourad, a indiqué la chargée d'information et de communication à la DJS, Sara Boukebous, précisant que le plus grand nombre de ces structures sportives, est situé au chef-lieu de wilaya, à l'instar des cités DakssiAbdesselam, El Guemmas et El Djebass. Les trois autres projets, a ajouté la même source, concernent la réalisation de terrains similaires dont deux prévus, à la cité Bekira relevant de la commune de Hamma Bouziane et un autre au nouveau pôle urbain Retba, dans la commune de Didouche Mourad .

Le lancement de ces projets dont les entreprises de réalisation ont été désignées, est tributaire du parachèvement des procédures administratives, a révélé Boukebous, soulignant qu'une enveloppe financière, estimée à 96 millions de dinars puisée de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales a été allouée pour la réalisation de ces projets.

Cinq autres structures similaires dont deux consacrées à la circonscription administrative Ali Mendjeli, et trois autres au profit des jeunes habitant les quartiers d'El Mensourah, de Boudraâ Salah et d'El Yasmine, dans la ville de Constantine, ont été réceptionnés cette année, tandis que trois autres affectés aux Unités de Voisinage (UV), à nouvelle ville Ali Mendjeli, dont la réception est prévue prochainement, a-t-on indiqué.

D'un coût global de l'ordre de quarante millions de dinars, cinq terrains de jeux de football, ont été également aménagés au titre de l'exercice 2024 à l'intérieur du complexe sportif Chahid Hamlaoui, a-t-on appris auprès des services de la DJS.

TRANSPORT, TOURISME, BATTERIES ÉLECTRIQUES...

Comment l'Afrique se transforme par l'investissement

Après les 180 milliards de dollars mobilisés entre 2019 et 2023, l'Africa Investment Forum a pu lever 29,2 milliards de dollars cette année, avec des mises importantes dans plusieurs secteurs d'avenir pour un continent africain en course pour son développement. D'Afrique, d'Europe, d'Amérique, d'Asie ou du monde arabe, les investisseurs publics et privés entendent faire bouger les lignes. Pour quels enjeux ?

Par Ristel Tchounand

D'ici la fin de la décennie, le continent africain devrait présenter ses résultats quant aux objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, avant de retrousser à nouveau ses manches pour l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA) qui prévoit à terme une Afrique socialement et économiquement développée. Dans une région du globe aux potentiels multiples, le financement du développement reste une problématique majeure. Ici, les besoins se chiffrent à environ 402 milliards de dollars d'ici 2030, selon la Banque africaine de développement (BAD). Les réunir est un défi qui semble de moins en moins insurmontable, au regard du dynamisme affiché lors des grands rassemblements économiques et financiers comme à l'Africa Investment Forum (AIF). Récemment organisé à Rabat au Maroc, il a débouché sur 29,2 milliards de dollars levés dans pour 37 projets d'investissement allant du transport à l'industrie pharmaceutique en passant par l'énergie électrique, les mines, le tourisme... « Nous devenons un mouvement d'investissement mondial pour l'Afrique », se réjouit Akinwumi Adesina, président du Groupe de la BAD et président de l'AIF, que La Tribune Afrique a pu rencontrer à l'issue des travaux.

Au cœur de toutes les réflexions désormais : les possibilités de « tirer parti des partenariats innovants pour passer à l'échelle supérieure » en matière de développement. Si le Forum a levé bien moins que les 35 milliards de dollars d'engagements financiers obtenus à Marrakech de l'an dernier, la plateforme totalise désormais et ce depuis son lancement, près de 210 milliards d'engagement des investisseurs dans divers projets à travers l'Afrique. Et cette année justement, le panel des investisseurs intéressés à mettre durablement la main à la poche dans le cadre de cette plateforme initiée par la Banque africaine de développement (BAD) s'élargit. Outre les habitués comme la Banque européenne d'investissement (BEI), l'institution axée infrastructures Africa 50, l'Africa Finance Corporation, la Banque de développement de l'Afrique australe, la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), une autre institution d'envergure dans l'univers financier du continent a fait son entrée dans le cercle des partenaires fondateurs de l'AIF. Il s'agit de la Banque arabe de développement économique en Afrique (BADEA). Du côté du secteur privé, les Américains Goldman Sachs et JP Morgan - lequel s'attaque actuellement aux marchés africains avec son implantation en Côte d'Ivoire et au Kenya - étaient également bien représentés.

Ce projet marocain de transport ferroviaire qui séduit tous les investisseurs

Déjà regardée comme une économie émergente sur le continent, le Maroc continue de se distinguer auprès des investisseurs. En effet, le projet phare qui a retenu l'attention d'un nombre important d'investisseurs est celui présenté par l'Office national des chemins de fer du Maroc (ONCF). Alors que le Royaume avait émis une requête de 8,8 milliards de dollars, il s'en est sorti avec 14 milliards de dollars d'engagements financiers de la part des investisseurs. « Ce projet a été plébiscité par tous les investisseurs, en raison de son caractère stratégique et de la portée énorme qu'il aura pour le développement du pays », estime Akinwumi Adesina.

Face au potentiel de l'Afrique en matière de tourisme et à un moment où le tourisme d'affaires et de loisirs connaît une croissance sans précédent, les investisseurs choisissent également de parier sur le projet de développement hôtelier du groupe Azalai - de l'homme d'affaires malien Mossadeck Bally - en Mauritanie. Le tycoon de Bamako a pu repartir avec 1,20 million de dollars d'engagements de la part des investisseurs. Par ailleurs, un projet d'électrification de 340 millions de dollars en République démocratique du Congo (RDC) a également séduit les investisseurs privés, sans parler du projet d'infrastructure ferroviaire en Tanzanie co-financé par la BAD, Deutsche Bank et la Société Générale.

Le financement mixte, « la » solution

Alors que le continent africain présente des besoins importants en financement dans divers domaines d'ordre public, la difficulté historique de mobiliser les fonds et la rareté de ces derniers récemment au gré des crises et leur pression direct ou indirect sur la disponibilité de la ressource financière, il est devenu évident pour les experts que l'appui du secteur privé aux projets de développement relève de la nécessité, voire de l'urgence. Ces dernières années d'ailleurs, des institutions comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS) n'ont pas hésité à multiplier les appels aux investissements du secteur privé pour la construction d'hôpitaux ou d'usines de fabrication de médicaments en Afrique. Après avoir, pour sa part, mis en lumière le potentiel du secteur privé pour le développement du continent, la BAD a finalement lancé récemment sa nouvelle stratégie décennale 2024-2033 qui prévoit une accélération de la collaboration avec le secteur privé africain et international. Dans ce cadre, la première institution financière du continent prévoit notamment de tripler ses opérations non-souveraines. « Le secteur privé est essentiel pour le développement de l'Afrique », estime Dr Adesina.

De leurs côtés conscients des enjeux, les investisseurs privés prônent aussi le développement d'un financement mixte. « Les IFD [institutions financières de développement, ndlr] et les financements publics ne vont pas combler le déficit de financement que nous constatons en termes d'infrastructures et d'investissement en Afrique », estime Akinsowon Dawodu, leader Afrique subsaharienne chez Citi Group. « Nous devons trouver des moyens d'attirer le secteur privé et d'opter pour un financement mixte », appelle-t-il.

Batteries et véhicules électriques, l'autre focus

Ces dernières années par ailleurs, l'enjeu climatique a placé l'Afrique au centre du débat autour des solutions pour l'avenir de la planète, grâce notamment au Bassin du Congo -le plus grand puits de carbone au monde, ses importantes et multiples ressources de minerais stratégiques (cobalt, lithium, nickel, terres rares ...). C'est d'ailleurs la raison pour laquelle un pays comme la République démocratique du Congo (RDC) - qui, depuis de nombreuses décennies alimente en brut les plus grandes multinationales minières et technologiques à travers le monde - est devenu un maillon essentiel dans cette lutte pro-environnement. Ce pays d'Afrique centrale porte - avec la Zambie - un méga-projet industriel de batteries pour véhicules électriques qui est considéré comme un véritable « game-changer » et auquel plusieurs institutions multilatérales manifestent leur soutien. Aujourd'hui, les investisseurs appellent de leurs vœux la multiplication de tels projets dans tous les pays disposant de minerais stratégiques dans leur sous-sol, estimant que c'est un futur incontournable pour le continent. « L'Afrique ne se contentera plus d'exporter des matières premières », déclare Solomon Quaynor, vice-président Secteur privé, infrastructure et industrialisation à la BAD. « Nous voulons nous industrialiser, poursuit-il. Nous sommes prêts à soutenir activement la création de valeur dans la chaîne de valeur des batteries, de l'énergie et des véhicules électriques ».

De leurs côtés, les industriels - qui, outre l'Afrique australe commencent à émerger aussi en Afrique de l'Ouest - estiment que le marché n'est plus à créer mais qu'il existe bel et bien. Sam Fayele, est président et CEO de Saglev, un producteur de véhicules électriques au Nigeria. Pour lui, le débat alimenté au fil des ans éveille les consciences africaines. « Ce que je constate, c'est que la demande est là, elle est très forte.

Lorsque nous rencontrons des automobilistes, ils veulent un véhicule électrique pour l'année prochaine, pas pour demain », confie-t-il. Seulement, le coût de production des véhicules électriques étant encore élevé, l'achat l'est tout autant. « C'est un domaine dans lequel nous devons investir de l'argent. Nous devons financer les acheteurs de ces véhicules électriques », recommande-t-il, estimant que c'est la seule manière de promouvoir l'industrie des véhicules électriques dans les pays africains.

Si les fonds engagés lors de ces grands meetings sont débloqués progressivement -parfois sur plusieurs années, l'intérêt manifesté par les investisseurs pour les projets témoigne d'un certain dynamisme, selon les experts, dans un contexte de rebattage des cartes géostratégiques à travers la planète. Un dynamisme dont les fruits devraient alimenter les prochains bilans de développement d'un continent qui sera, d'ici 2050, le plus grand pourvoyeur de la ressource humaine jeune dans le monde.

Source : La Tribune Afrique

ÉMIRATS ARABES UNIS

L'économie en pleine forme

Les EAU ont finalisé les négociations relatives à l'accord de partenariat économique global (CEPA) avec l'Union économique eurasienne (UEEA) afin de stimuler le commerce bilatéral non pétrolier. Le pacte commercial englobera les cinq membres de l'UEEA, à savoir l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et la Russie. Les échanges non pétroliers entre les EAU et l'UEEA ont atteint 13,7 Mds USD au premier semestre 2024, soit une augmentation de 29,6 % en g.a.

Par ailleurs, le taux d'inflation annuel de l'IPC (indice des prix à la consommation) de Dubaï s'est accéléré pour atteindre 3,0 % en g.a. en novembre, contre 2,4 % le mois précédent. Il s'agit du rythme de croissance annuelle des prix le plus rapide depuis le mois d'août, d'après Emirates NBD Research. Depuis le début de l'année, l'inflation annuelle globale s'élève en moyenne à 3,3 %, soit le même rythme qu'en 2023. Les transports continuent à peser sur l'indice global, mais le logement reste le principal moteur de l'inflation, en hausse de 7,2% en g.a.

ADGM a signé un protocole d'accord avec le Beijing Financial Street Service Bureau au cours de l'Abu Dhabi Finance Week 2024, en marge du UAE-China Investment Summit présenté par HSBC. Cet accord stratégique renforce l'engagement mutuel à favoriser les connexions entre les deux pays, en particulier dans les domaines du développement international et de la promotion de l'industrie. La signature du MoU a été annoncée officiellement par Zhang Yiming, ambassadeur de Chine aux EAU.

Le marché action de Dubaï a atteint ce lundi son plus haut niveau depuis près de dix ans, aidé par des gains dans l'immobilier et la finance, tandis que la plupart des autres marchés du Golfe ont légèrement progressé en attendant la décision sur les taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine, prévue pour la fin de la semaine. L'indice boursier de référence de Dubaï (DFMGI), a bondi de 3,7 % pour atteindre 5 010, son plus haut niveau depuis près de 10 ans. Emirates NBD a gagné 8%, et EmaarProperties a grimpé de 14,7% pour atteindre son plus haut niveau en près de 17 ans, après que le groupe immobilier ait annoncé qu'il avait prévu de déclarer des dividendes d'une valeur de 100% du capital social pour 2024 et les années à venir, soit 8,80 Mds AED (2,40 Mds USD).

QUATRE ANS DE NORMALISATION MAKHZEN-ENTITÉ SIONISTE

Du bradage du pays à la trahison de la cause centrale

Il y a de cela quatre ans, le Makhzen, toute honte bue, normalisait ses relations avec l'entité sioniste, franchissant ainsi toutes les lignes rouges après avoir livré le royaume à une entité coloniale destructrice qui s'en sert comme base arrière pour mettre à exécution ses desseins malveillants dans la région au détriment de la cause palestinienne, empêtrant le Makhzen dans des scandales et des intrigues sans fin.

Le plus frappant dans cette "transaction de la honte" par laquelle le Makhzen a sacrifié la cause palestinienne, il y a quatre ans, pour un simple tweet sans aucune valeur juridique, dans une tentative de "légitimation" de son occupation du Sahara occidental, c'est le rejet catégorique opposé par le peuple marocain à toute forme de relation avec cette entité d'occupation qui ne sème que la destruction sur son passage. Même si le mensonge du Makhzen, selon lequel la normalisation visait à servir la cause palestinienne, a été démonté et son projet colonial au Sahara occidental a échoué, l'ONU ayant réaffirmé que le Sahara occidental demeurait une question de décolonisation, le régime marocain a ouvert le pays à cette entité qui se sert du Maroc comme base arrière pour distiller son venin, fragmenter la région et piller ses richesses. Pour les observateurs avisés, il ne fait aucun doute que le bilan de ces quatre années de normalisation est désastreux pour le Maroc dans tous les domaines : le pays a perdu sa souveraineté nationale et sa sécurité économique et il ne contrôle plus sa décision politique.

Au cours de la dernière année de normalisation, il est évident que le Maroc s'est transformé en une "colonie" sioniste, après que le Makhzen a bradé le pays et confisqué les terres et les biens de ses citoyens pour les livrer aux sionistes, et ce, avant même l'adoption d'une proposition prévoyant l'octroi de la nationalité marocaine aux descendants des sionistes d'origine marocaine pour "leur assurer tous leurs droits constitutionnels, politiques, culturels, économiques, sociaux et autres". Malgré les mises en garde répétées contre le coût élevé de la normalisation, notamment depuis qu'elle s'est étendue à la coordination sécuritaire et en matière de renseignement, sur fond d'un rejet populaire massif de ces relations, le régime officiel au Maroc entend aller plus loin dans cette relation, d'autant qu'il n'est plus maître de sa décision. Plus grave encore, le Makhzen est désormais en confrontation avec son peuple à qui il veut imposer coûte que coûte la normalisation, en adoptant l'approche sécuritaire et en mobilisant la machine répressive pour étouffer les manifestations en soutien à la Palestine et contre la normalisation, faisant de la solidarité avec la Palestine un crime pour lequel des dizaines de Marocains croupissent en prison.

Normalisation sioniste, néo-colonisation du royaume

Le début de la guerre génocidaire contre la bande de Ghaza, le 7 octobre 2023, a mis à nu le régime du Makhzen, qui n'a pas hésité à apporter toutes les formes de soutien à l'occupation sioniste, avec laquelle il compte plusieurs dénominateurs communs, notamment l'idéologie coloniale.

En effet, de nombreux faits enregistrés au cours des derniers mois ont démontré que le Makhzen est partenaire de l'occupation sioniste dans l'effusion du sang palestinien, que ce soit à travers l'envoi de soldats marocains pour combattre aux côtés de l'armée sioniste, la facilitation du transit de navires chargés d'armes vers la Palestine occupée ou l'extradition de Palestiniens vers les autorités d'occupation. A ce propos, des organisations de défense des droits de l'Homme ont révélé qu'au moins cinq navires chargés de matériel militaire ont accosté au port de Tanger Med, le dernier en date au début de ce mois de décembre, illustrant ainsi les scandales successifs qui alourdissent le registre criminel d'un pays qui pourtant préside la Comité d'El-Qods. Dans une déclaration à l'APS à l'occasion de ce sinistre anniversaire, le juriste marocain établi en Islande, Mohamed Kandil, a affirmé que le royaume était devenu un protectorat sioniste et que la normalisation était une forme de néocolonialisme. Le sionisme est enraciné au Maroc depuis la fin du XIXe siècle, sous le règne du roi Hassan I (1873-1894), et ce qui s'est produit en décembre 2020 s'inscrit dans la continuité de cette politique à la seule différence que les accords de trahison ont, cette fois, été étendus à tous les domaines.

Ce "pseudo Etat" a ouvert grand ses portes aux sionistes, qui ont pris le contrôle de tous les rouages de l'Etat, y compris l'armée et les différentes institutions sécuritaires, pour servir leurs agendas malveillants, sans parler de la confiscation par la force et la spoliation des biens des Marocains, a expliqué M. Kandil.

Pourtant, quatre (4) ans après, et malgré les machinations du Maroc et ses tentatives d'embellir l'image de l'entité sioniste pour populariser la normalisation, la majorité écrasante des Marocains continue de refuser de coexister avec cette entité criminelle et reste déterminée à la chasser, comme en témoigne la révolte de la rue qui se poursuit et comme le confirme un sondage réalisé ce mois-ci et qui révèle que plus de 95% des Marocains rejettent la normalisation. Face aux récents développements, le peuple marocain doit agir pour protéger le royaume des sionistes infiltrés dans les rouages de l'Etat du Makhzen avant qu'il ne soit trop tard, d'autant que l'entité sioniste complote contre toute la région pour la fragmenter et piller ses richesses.

SELON L'AUTORITÉ GÉNÉRALE DES STATISTIQUES

La main-d'œuvre du secteur touristique saoudien augmente de 5,1%

Le secteur du tourisme en Arabie saoudite a créé des opportunités de travail à un rythme régulier au deuxième trimestre de l'année 2024, avec une augmentation de la main-d'œuvre de 5,1% en glissement annuel, atteignant 959 175 personnes, selon des données officielles.

Selon les données publiées par l'Autorité générale des statistiques (GASTAT), la main-d'œuvre du secteur augmente de 1,57% d'un trimestre à l'autre, signalant ainsi une dynamique soutenue dans le secteur.

Les Saoudiens représentent 25,6% du total des travailleurs dans le secteur, avec 245 905 ressortissants employés dans le secteur du tourisme à la fin du mois de juin, tandis que les expatriés représentent 74,4%, soit 713 270 personnes.

Cette augmentation souligne la transformation rapide du Royaume en une destination touristique mondiale dans le cadre de sa stratégie de diversification économique Vision 2030, qui vise à attirer 150 millions de visiteurs par an d'ici la fin de la décennie.

Les données de la GASTAT révèlent que les emplois dans le secteur du tourisme représentent 5,7% de la main-d'œuvre totale au deuxième trimestre, marquant une légère baisse de 0,2% par rapport à la même période de l'année précédente.

Dans le secteur privé, le tourisme représente 8,6% de l'emploi, soit une baisse de 0,5% par rapport à l'année précédente.

Quant aux données démographiques, les hommes constituent la majorité dans le secteur, avec 831 076 individus, tandis que les femmes représentent 128 099 personnes.

La GASTAT a également fait état de progrès dans le secteur hôtelier saoudien, avec des taux d'occupation atteignant 55,4% au deuxième trimestre, marquant une hausse de 0,5% par rapport à l'année précédente. La durée moyenne du séjour des clients a augmenté de 17,6%, pour atteindre 5,2 nuits.

Cependant, le prix moyen d'une chambre par nuit a légèrement baissé, s'établissant à 725,5 riyals saoudiens (193,08 $), soit une baisse de 0,4% par rapport au deuxième trimestre de l'année 2023, reflétant la concurrence des prix alors que le secteur se développe.

L'essor du tourisme s'aligne sur les tendances régionales, un rapport de Mastercard publié au début du mois a souligné le rôle du secteur dans les économies du Golfe, l'Arabie saoudite étant à la pointe des efforts pour attirer les visiteurs du monde entier.

En 2023, le secteur du tourisme en Arabie saoudite a contribué à hauteur de 11,5% au produit intérieur brut et a généré 36 milliards de dollars de revenus, enregistrant deux records, selon les données officielles publiées au début de l'année. Le secteur devrait atteindre 16% du PIB d'ici 2034.

SELON FITCH RATINGS

Les performances des banques africaines resteront solides en 2025

En dépit de la persistance des effets de certains récents chocs exogènes et endogènes, la plupart des établissements de crédit d'Afrique devraient afficher des niveaux confortables de capitalisation, de financement et de liquidité.

Les performances des banques africaines resteront globalement solides en 2025, malgré un environnement opérationnel difficile marqué notamment par la persistance de l'inflation et la hausse de l'endettement de nombreux Etats du continent, a estimé l'agence de notation Fitch Ratings, le mercredi 11 décembre.

« Les performances des banques opérant en Afrique resteront solides, mais nous nous attendons à ce qu'elles diminuent légèrement dans les pays où la baisse des taux d'intérêt se traduira par une baisse des rendements des titres de créance émis par les Etats. La capitalisation, le financement et la liquidité devraient rester confortables sur la plupart des marchés », a souligné l'agence dans une analyse intitulée « African Banks' 2025 Outlook neutral on challenging operating conditions ». « La baisse des taux d'intérêt devrait soutenir la demande de crédit et, combinée à des taux de change moins volatils, renforcer la confiance et les investissements », a-t-elle ajouté.

Fitch Ratings a également noté que les acteurs du secteur bancaire resteront exposés aux risques liés à l'environnement opérationnel domestique et international, indiquant qu'une chute des prix des matières premières ne devrait pas être exclue.

La plupart des banques seront cependant en mesure de faire face aux risques liés à la qualité des actifs grâce aux bénéfices solides déjà réalisés grâce à des taux d'intérêt élevés, à une croissance satisfaisante des prêts, à de solides revenus autres que les intérêts et à une grande efficacité opérationnelle.

L'agence de notation a par ailleurs fait remarquer que le surendettement de plusieurs Etats du continent, qui sont désormais obligés de payer un service de la dette très lourd, demeure un risque majeur pour les profils financiers des banques.

« La note souveraine moyenne des pays africains dans lesquels Fitch Ratings note les banques est de « B », et les risques de contagion pour les institutions bancaires sont importants », a-t-elle fait savoir.

EN SOUTIEN À L'IRRIGATION AGRICOLE

Le Mali obtient un prêt 48 millions $ de la BOAD

Le Mali dispose d'un grand potentiel d'irrigation encore sous-exploité. Le gouvernement qui souhaite changer la donne, compte sur le soutien des partenaires financiers pour la réalisation des projets visant à développer le secteur.

Au Mali, le gouvernement a approuvé mercredi 18 décembre dernier en Conseil des ministres des projets de texte relatifs à la ratification d'un accord de prêt de 30 milliards de francs CFA (47,5 millions $) signé avec la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) en août dernier.

L'enveloppe annoncée servira pour l'essentiel à financer en partie la réalisation de la Phase 2 du Programme de Développement de l'Irrigation dans le Bassin du Bani et à Sélingué, dans le Moyen Bani (PDI-BS). Ledit programme prévoit la valorisation de plus de 34 000 hectares de terres agricoles à travers l'aménagement de périmètres irrigués dans les zones de Maninkoura, du Moyen Bani et de Djenné.

Selon les données officielles, le PDI-BS est initialement prévu pour toucher plus de 120 000 exploitants agricoles et permettre, entre autres objectifs, une production additionnelle annuelle de 52 000 tonnes de riz paddy et plus de 3 600 tonnes de légumes.

« Le financement de la BOAD permettra de consolider les acquis de la 1ère phase du programme et de contribuer au développement agricole », peut-on lire dans le communiqué du Conseil des ministres.

Plus largement, cet appui financier vient accompagner les efforts déjà déployés par le gouvernement malien pour renforcer l'irrigation agricole. Le Mali dispose d'un potentiel irrigable de 2,2 millions d'hectares de terres agricoles, mais exploitait moins de 25 % de ce potentiel jusqu'en 2016, d'après les données compilées par la Direction Nationale de l'Hydraulique.

Dans le pays d'Afrique de l'Ouest, l'agriculture contribue à hauteur de 35 % au PIB et emploie environ 68 % de la population active.

TOGO

100 millions $ de la Banque mondiale pour la transformation numérique multisectorielle

Ces fonds s'inscrivent dans la Feuille de route 2025 du Togo, qui positionne le numérique comme levier stratégique pour le développement et qui fait partie intégrante du nouveau cadre de partenariat du pays prévoyant 613 millions $ de nouveaux financements.

La Banque mondiale a approuvé cette semaine un financement de 100 millions USD (environ 63 milliards FCFA) pour soutenir le Togo dans sa transformation numérique. L'objectif est d'améliorer l'accès à l'internet haut débit et de renforcer les compétences technologiques de la population.

Selon l'institution, ce projet appuyé par l'Association internationale de développement (IDA) prévoit de connecter environ 8000 institutions publiques dont des écoles et des hôpitaux, à une infrastructure numérique de haut débit. Plus de 1 million de personnes bénéficieront ainsi d'un accès Internet amélioré, précise le communiqué. « Nous connectons nos infrastructures essentielles pour ouvrir la voie à une économie plus compétitive et résiliente » a déclaré Cina Lawson, ministre de l'Économie numérique et de la Transformation digitale. Avec la Société Financière Internationale (SFI), le programme prévoit de développer les compétences technologiques des Togolais, avec une attention particulière aux femmes et aux jeunes, souvent laissés de côté dans les grands projets de développement. L'objectif : offrir des outils pour améliorer l'employabilité d'une population confrontée aux défis d'un marché du travail en pleine mutation, mais pas seulement. Il s'agit aussi de stimuler l'innovation et de soutenir un entrepreneuriat technologique naissant, indispensable pour dynamiser une économie en quête de diversification.

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Vers un portail numérique des services publics

Les autorités de la République du Congo multiplient les actions pour la transformation numérique du pays. Un Programme d'accélération est mis en œuvre depuis janvier 2023 avec l'appui de la Banque mondiale.

Le gouvernement de la République du Congo prépare la mise en place d'un portail numérique pour les services publics. La plateforme a été présentée le jeudi 19 décembre lors d'une réunion de pilotage du Projet d'Accélération de la Transformation Numérique. L'exécutif entend par là renforcer l'efficacité administrative, la transparence gouvernementale et l'accessibilité des services.

« Cette modernisation vise à éliminer les redondances et à fluidifier les procédures administratives. L'accessibilité en ligne des informations et services publics renforce la transparence de l'action gouvernementale, permettant aux citoyens de suivre et comprendre les décisions administratives qui les concernent. La dématérialisation des services publics offre aux citoyens un accès permanent (24/7) aux services administratifs, supprimant les contraintes géographiques et temporelles traditionnelles » explique le ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique.

La République du Congo poursuit sa marche vers la transformation numérique, conformément à sa stratégie nationale « Congo Digital 2025 ». Celle-ci ambitionne de faire du pays une véritable société de l'information et du savoir. Articulée autour de 3 piliers principaux (l'e-citoyen, l'e-gouvernement et l'e-commerce), elle vise à déployer des services et contenus numériques adaptés à 4 cibles spécifiques : le grand public, le gouvernement et les administrations publiques, ainsi que les entreprises.

Le Congo se classe actuellement 166e sur 193 pays dans le monde à l'indice de développement de l'e-gouvernement 2024 mesuré par le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (DAES). Le pays affiche un score de 0,3391 sur 1 alors que les moyennes en Afrique centrale, en Afrique et dans le monde sont respectivement de 0,3354, 0,4247 et 0,6382.

Les données du DAES montrent par ailleurs que des efforts doivent être faits en ce qui concerne le développement du capital humain, des services en ligne et de l'infrastructure télécoms. Pour ces 3 sous-indices, le Congo a enregistré des scores respectifs de 0,4638, 0,2760 et 0,2776.

Nonobstant la numérisation des services, l'adoption de ces services peut être limitée par plusieurs facteurs comme le faible accès de la population à Internet. Selon l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE), le pays comptait 3,4 millions d'abonnés à l'Internet mobile en 2023 pour un taux de pénétration de 59,7%. De son côté, l'Union internationale des télécommunications (UIT) estime qu'environ 36,2% de la population de la République du Congo a accès à Internet.

CAC 40

Voici quatre valeurs auto européennes à favoriser en 2025

Le secteur automobile achève une année 2024 très difficile et 2025 s'annonce extrêmement tumultueuse. Dans ce contexte, Bank of America a livré cinq "convictions" avec quatre actions à acheter et une à vendre.

Le millésime 2024 a constitué une "annus horribilis" pour le secteur automobile. Les volumes et les prix ont souffert, plusieurs groupes ont annoncé des restructurations (Schaeffler, Volkswagen, Valeo, Forvia…), les menaces de tarifs douaniers ont surgi aux Etats-Unis et en Chine et les avertissements sur résultats se sont multipliés.

Chez les constructeurs, Volvo, Porsche, Aston Martin, Mercedes, Volkswagen, BMW et Stellantis ont ainsi été contraints d'émettre un "profit warning". Seuls Ferrari et Renault ont pu maintenir (ou même relever pour Ferrari) leurs objectifs.

D'ailleurs ces deux groupes sont les seuls constructeurs européens qui devraient afficher une performance positive en Bourse 2024, le premier progressant pour l'heure de 34,9%, le second de 26,9%. Autrement, les chutes vont de 14,5% (Mercedes) à 53,6% (Aston Martin).

Ce n'est guère mieux du côté des équipementiers qui pâtissent en plus d'une concurrence accrue des groupes chinois. À titre d'exemple, les français Forvia, Valeo et Opmobility (ex-Plastic Omnium) abandonnent respectivement 60%, 36,4% et 18,5% sur l'ensemble de 2024.

Une "tempête presque parfaite"

Malheureusement, l'année 2025 ne s'annonce pas franchement meilleure. UBS a expliqué, dans une récente note, que le secteur faisait face à "une tempête presque parfaite".

"La pression sur les prix, les pertes de parts de marché en Chine, le durcissement de la réglementation sur les émissions de Co2, le risque de tarifs douaniers (de l'administration Trump, NDLR) et la persistance d'une demande morose (la production 2025 hors constructeurs chinois est estimée à -1% en glissement annuel) devraient encore faire baisser les bénéfices du secteur, malgré l'intensification des efforts de restructuration", détaille la banque.

"L'année 2024 a été difficile pour la plupart des groupes, avec une série d'avertissements et de faibles performances du cours des actions", abonde Bank of America. "Le premier trimestre 2025 risque d'être difficile lui aussi, en raison du programme de Trump en matière de commerce et de droits de douane, de la faiblesse (attendue, NDLR) des objectifs pour l'exercice 2025 et des grèves en Allemagne", prévient-elle.

Trump, le Co2 et Tesla

Comme d'accoutumée, la banque américaine a listé cinq thèmes à surveiller l'an prochain, notamment les lancements de véhicules, des nouveautés étant nécessaires pour se démarquer dans un marché européen où la croissance des ventes restera limitée (+2,4% selon Bank of America).

L'établissement met également en avant un enjeu crucial pour les constructeurs mais aussi pour les équipementiers (en raison du potentiel impact sur la production et les coûts): les émissions de CO2. Un net tour de vis va s'opérer en 2025 avec le durcissement de la régulation européenne dite "CAFE" ("corporate average fuel economy"). Bank of America pense que les constructeurs parviendront à respecter les nouveaux seuils maximums d'émissions et donc à éviter le paiement d'amendes. Mais pour cela, ils devront augmenter les ventes de véhicules électriques et passer des surcoûts. Ce qui aura des impacts sur leurs marges brutes allant de 0,1 (BMW) à 1,3 point (Renault).

Parmi les autres défis, Bank of America pointe également la probable mise en place de tarifs douaniers par l'administration Trump, qui pourraient atteindre 10% à 20% sur les importations de véhicules européens, mais aussi une offensive de la part des Tesla et des constructeurs chinois, qui augmenteraient encore leurs gains de parts de marché face aux groupes traditionnels.

Dans ce contexte compliqué, la banque américaine a établi ses cinq plus grandes "convictions", avec quatre actions qu'elle conseille d'acheter et une qu'elle recommande de vendre.

Continental et Pirelli du côté des pneus

Du côté de ses actions à privilégier, l'établissement cite l'équipementier allemand Continental, emballé par son projet de scission en deux entreprises distinctes. Le groupe cotera à part ses activités "automobiles" (systèmes de sécurité, freins, châssis, systèmes d'assistance à la conduite) et se recentrera ainsi sur les pneus. Cette opération doit être réalisée d'ici à la fin de 2025.

Bank of America estime que cette scission "pourrait conduire à la suppression de la décote de conglomérat actuelle (dont souffre l'action, NDLR), ce qui pourrait transformer Continental en une entreprise purement spécialisée dans les pneus avec une marge opérationnelle de 12%,13%, similaire à celle de Michelin", apprécie Bank of America.

Du côté des pneus encore, Pirelli a également les faveurs de la banque. Le groupe italien a surperformé ses concurrents que ce soit en termes de volumes que de prix en 2024, et l'établissement s'attend à ce cette tendance se poursuive en 2025. Il table sur une hausse de 7% de son résultat opérationnel après une hausse d'environ 5% en 2024.

La banque pense également que la société devrait se rapprocher de sa cible de taux de distribution de son dividende de 50%, ce qui permettrait une croissance de son coupon de plus de 20% en 2025. Elle estime, par ailleurs, que la sortie de son plus important actionnaire, le conglomérat chinois Sinochem (36% du capital) pourrait constituer un catalyseur en augmentant le flottant de la société. Le gouvernement italien a adopté un décret en juin 2023 pour limiter l'emprise du groupe chinois sur Pirelli et une enquête a été ouverte en octobre sur une potentielle violation de ce décret. "Ce qui suggère qu'une sortie (du capital, NDLR) pourrait arriver en 2025", juge Bank of America.

Bank of America privilégie aussi l'équipementier français Valeo, sur lequel elle est récemment passée à l'achat. L'établissement estime que le résultat opérationnel pourrait progresser de plus de 25% en 2025, porté par des économies liées à la restructuration de la société, une baisse des dépenses de R&D, et des prix plus bas sur les semi-conducteurs.

Stellantis peut renaître de ses cendres

Chez les constructeurs, Bank of America a choisi de mettre en avant…Stellantis. Le groupe connaît une année 2024 affreuse qui s'est traduite par des difficultés sur ses stocks américains, le plongeon de ses volumes, un avertissement sur résultats, le départ du directeur général, Carlos Tavares début décembre, et une chute du cours de 41,5%.

"Cependant, nous pensons que niveaux de stocks excessifs (aux États-Unis, NDLR) sont en train de disparaître et que 2025 devrait bénéficier du lancement d'environ 20 nouveaux modèles. Nous considérons également que Stellantis est la société la mieux placée pour faire face aux incertitudes liées aux réglementations en matière d'émissions de CO2 et à la transition vers le véhicule électrique, grâce à sa stratégie d'adoption de plateformes multi-énergies pour sa prochaine génération de modèles", développe Bank of America.

De plus, Stellantis bénéficiera de son exposition à l'Amérique du Nord (environ 50% des revenus), région sur laquelle la banque est plus optimiste sur la croissance du marché que pour l'Europe. L'établissement est également confiant dans la capacité du président du conseil d'administration, John Elkann, à nommer un successeur à Carlos Tavares "qui rassurera les investisseurs sur la voie à suivre".

Dernière conviction: vendre l'action Mercedes-Benz. Plus exactement, l'établissement est à "sous-performance" sur le titre. L'établissement redoute que le constructeur allemand fasse face à "une année de transition", avec une concurrence accrue de la part d'Audi, un manque de nouveau modèles et des potentielles difficultés à tenir son objectif d'émissions de CO2.

À noter que du côté d'UBS, la banque suisse est à l'achat sur BMW, les équipementiers Autoliv et Continental ainsi que sur... Stellantis. L'établissement juge que le groupe franco-italo-américain peut offrir "la meilleure histoire de redressement en 2025", grâce à sa bonne dynamique de produits et à la correction des erreurs effectuées en 2023 et au début de 2024.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 20 Décembre 2024
Valeur : 24 Décembre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.5528	134.5678
1	EUR	EURO	140.1637	140.2062
1	GBP	POUND STERLING	168.3172	168.4203
100	JPY	JAPANESE YEN	85.8063	85.8377
1	CNY	CHINESE YUAN	18.4354	18.4380
1	CHF	SWISS FRANC	150.1705	150.2544
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.6019	93.6319
1	DKK	DANISH KRONE	18.7574	18.7629
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.2047	12.2169
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	11.7852	11.8024
1	AED	UAE DIRHAM	36.6300	36.6400
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.7910	35.8084
1	KWD	KUWAITI DINAR	436.5762	436.9084
1	TND	TUNISIAN DINAR	41.9178	42.3391
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4039	13.4054
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.3087	27.4488
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3808	3.3913
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	175.5979	175.5979

APRÈS DES RÉSULTATS CLINIQUES DÉCEVANTS POUR UN TRAITEMENT ANTI-OBÉSITÉ

Novo Nordisk chute en bourse

Le laboratoire pharmaceutique danois, plus importante capitalisation boursière en Europe, chute de plus de 20% à Copenhague. Les données d'efficacité pour son candidat-médicament Cagrisema se sont révélées inférieures à ses attentes. Novo Nordisk a beau être le groupe européen le plus important en Bourse, devant LVMH, son action n'en demeure pas moins vulnérable aux données sur ses essais cliniques, comme une simple biotech.

Preuve en est ce vendredi 20 mars. L'action de la société pharmaceutique danoise dévisse de 21% à Copenhague en début d'après-midi, effaçant entre 80 et 90 milliards d'euros de capitalisation boursière.

La société a pâti de résultats décevants sur un essai clinique de phase III (la dernière étape avant la potentielle commercialisation d'un produit), phase qui évalue l'efficacité d'un candidat-médicament, par rapport à un traitement de référence ou un placebo.

Une perte de poids pas aussi fréquente qu'espéré

Cet essai clinique a porté sur Cagrisema, un potentiel nouveau traitement anti-obésité du groupe danois, qui combine deux molécules pour réduire la glycémie, à savoir le sémaglutide et le cagrilintide.

Cagrisema a été évalué face au sémaglutide seul, au cagrilintide seul et au placebo. La cohorte de l'essai clinique a rassemblé 3.417 personnes en obésité ou en situation de surpoids.

In fine, les résultats de cet essai ont montré que 22,7% des patients traités avec Cagrisema ont connu une perte de poids significative au bout de 68 semaines, contre 11,8% pour ceux traités avec le cagrilintide, 16,1% avec le sémaglutide et 2,3% avec le placebo. En retenant la population totale, avec les patients qui ont abandonné le traitement en cours de route, le taux tombe à 20,4% contre 11,5% pour le cagrilintide, 14,9% pour le sémaglutide et 3% pour le placebo. Néanmoins ces données restent inférieures aux objectifs de la société, qui visait un taux supérieur à 25%, selon Stifel. Dans une note publiée lundi, Bank of America prévenait qu'un taux inférieur à 25% constituerait une déception pour le marché. UBS de son côté avait réalisé une enquête en octobre montrant que 50% des investisseurs attendaient un taux supérieur à 25% pour la perte de poids significative. La banque elle-même attribuait un probabilité de 70% à un taux supérieur ou égal à 25%.

Dans un commentaire transmis à CNBC, Novo Nordisk a assuré que Cagrisema avait surperformé Wegovy, le médicament anti-obésité déjà approuvé du groupe danois, en matière de réduction de poids, et que ses performances étaient "comparables à celles des meilleurs traitements de sa catégorie".

ETATS-UNIS

Le pays sous la menace d'un nouveau «shutdown»

La Chambre des représentants a largement rejeté ce jeudi 19 décembre un nouveau texte budgétaire des républicains visant à éviter une paralysie de l'État fédéral. Un échec cinglant qui accroît l'incertitude avant l'heure fatidique de ce vendredi soir, minuit.

Si aucun texte n'est voté, l'État fédéral sera mis en pause et plus de 800.000 fonctionnaires se retrouveront au chomâgetechnique, à la veille de Noël. Des centaines de milliers d'employés fédraux seront eux obligés de travailler sans toucher de salaire, a prévenu le syndicat des employés du gouvernement fédéral (AFGE) dans un communiqué publié ce jeudi. "Cela peut entraîner des perturbations financières majeures pour les ménages dont l'un des membres travaille pour le gouvernement fédéral", a alerté auprès de l'AFP ShaiAkabas, expert au Bipartisan Policy Center de Washington.

Le texte soutenu par Trump largement rejeté

Tard ce jeudi, un texte porté par le président républicain de la Chambre des représentants Mike Johsnon a été rejeté par les députés. Il avait été rédigé en urgence après le tropillage par Donald Trump et ElonMusk d'un précédent accord négocié avec les démocrates.
Le "plan-B" présenté par Mike Johnson a cette fois reçu le soutien du président élu américain, qui succédera à Joe Biden à la Maison Blanche le 20 janvier 2025. "Tous les Républicains, et même les démocrates, devraient faire ce qu'il y a de mieux pour notre pays et voter OUI pour cette loi, CE SOIR", avait-il écrit sur Truth Social avant le scrutin.
Le parti de Donald Trump a une courte majorité à la Chambre des représentants. Mais le texte étudié jeudi soir a été présenté via une manœuvre nécessitant une majorité des deux tiers.
409 des 435 élus ont pris part au scrutin. 270 voix étaient donc nécessaires pour faire adopter le texte. Mais ils n'ont été que 174 (dont deux démocrates) à voter oui. 235 parlementaires, 197 démocrates et 35 républicains, ont voté non.

Des précédents ces dernières années

Lors des paralysies de 2013 et début 2018, "environ 850.000 des 2,1 millions d'employés fédéraux (hors service postal) ont été mis au chômage technique", rappelle de son côté le Comité pour un budget fédéral responsable (CFRB), une organisation bipartisane.
Chaque ministère ou agence établit son propre plan en cas de "shutdown" mais les services essentiels - comme la protection des frontières, les soins médicaux hospitaliers, le maintien de l'ordre ou encore la maintenance du réseau électrique - continuent de fonctionner.
Les fois précédentes, les dépenses liées aux retraites ainsi qu'à la santé des personnes à bas revenus et âgées (programmes Medicare et Medicaid) avaient également été maintenues, mais les demandes d'inscriptions avaient été repoussées, souligne le CFRB.
La durée d'un éventuel "shutdown" reste pour le moment méconnue, mais Bernard Yaros d'Oxford Economics estime qu'il pourrait s'étendre jusqu'à deux semaines, soit une période de paie habituelle aux États-Unis.
"La pression en faveur de la reprise des activités du gouvernement s'accentuerait rapidement, les employés fédéraux perdant leur salaire et s'inquiétant de ne pas pouvoir en recevoir un autre", a-t-il ajouté.
Le "shutdown" le plus long de l'histoire des États-Unis a duré 34 jours, en décembre 2018 et janvier 2019, sous la présidence de Donald Trump.

MARCHÉS

Quelles sont les raisons de la hausse mondiale des prix du beurre ?

Dans les 27 États membres de l'Union européenne, le prix du beurre a augmenté de 19 % en moyenne entre octobre 2023 et octobre 2024.
Selon les chiffres de l'UE, cette hausse a été de 49 % en Slovaquie et de 40 % en Allemagne et en République tchèque, et les rapports indiquent que cela ne va pas s'arrêter de sitôt.
En Allemagne, une plaquette de beurre de 250 grammes coûte généralement entre 2,40 et 4 euros, en fonction de la marque et de la qualité.
Selon l'économiste Mariusz Dziwulski, analyste des marchés agricoles et alimentaires à la PKO Bank Polski de Varsovie, cette augmentation est le résultat d'une pénurie mondiale de lait due à une baisse de la production, notamment aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande, l'un des plus grands exportateurs de beurre au monde.
Le beurre européen a généralement une teneur en matière grasse plus élevée que le beurre vendu aux États-Unis. Il est également vendu au poids dans des formats standard, de sorte que les producteurs de denrées alimentaires ne peuvent pas dissimuler les hausses de prix en réduisant la taille des emballages, ce qui est connu sous le nom de "shrinkflation".

LA CROISSANCE AMÉRICAINE RÉVISÉE À 3,1% AU TROISIÈME TRIMESTRE

Trois fois plus forte qu'en Europe

La croissance de l'économie américaine au troisième trimestre à été révisée à la hausse à 3,1%, au lieu de 2,8%, à l'occasion de la publication jeudi de la troisième et dernière estimation du département du Commerce.
Le ministère justifie cette ultime révision par "une révision à la hausse des exportation et des dépenses de consommation", alors que les investissement privés sont partiellement révisés à la baisse.
La progression trimestrielle du PIB américain est donnée en rythme annualisé. Cela veut dire que sur les quatre derniers trimestres, la croissance est de 3,1%.

Les États-Unis distancent l'Europe

C'est supérieur aux attentes des analystes qui tablaient sur un maintien de l'estimation à 2,8%, selon le consensus publié par briefing.com. Le département du Commerce confirme par ailleurs une croissance de 3%, en rythme annualisé, pour le deuxième trimestre de l'année.
L'activité y est bien plus dynamique qu'en Europe. Selon Eurostat, le PIB, corrigé des variations saisonnières, a progressé de 0,4% dans la zone euro au cours du troisième trimestre, contre 0,2% sur le trimestre précédent. En comparaison avec le même trimestre de l'année précédente, le PIB affiche une hausse de 0,9%.
En juillet dernier, le Fonds monétaire international (FMI) avait pronostiqué une croissance du PIB de 0,9% dans la zone euro en 2024, contre 2,6% aux États-Unis et 5% en Chine.
Avec la révision à la hausse du département américain du Commerce, la croissance des États-Unis devrait donc être plus de trois fois supérieure à celle de la zone euro.
La première estimation de la croissance du PIB des États-Unis pour le dernier trimestre et l'ensemble de l'année 2024 sera publiée le 30 janvier.

SUISSE-UE

Vers un accord de raison ?

Le gouvernement suisse pourrait donner vendredi son feu vert à un ensemble d'accords bilatéraux âprement négociés avec l'Union européenne, mais leur approbation par le parlement helvétique et les Suisses lors d'un vote populaire reste incertaine.
En mars, la Suisse a accepté de relancer des pourparlers avec l'UE, après y avoir brusquement mis un terme en 2021, ce qui avait alors fâché Bruxelles.
Contrairement aux précédentes négociations dont l'objectif était d'établir un accord-cadre général, les pourparlers actuels, que les parties souhaitent conclure cette année, adoptent une approche sectorielle visant à actualiser des accords bilatéraux existants et à en conclure de nouveaux dans les domaines de l'électricité, de la santé et de la sécurité alimentaire.
Ces derniers jours, les médias suisses, citant des sources diplomatiques, ont affirmé que toutes les questions étaient réglées, à l'exception du montant de la contribution suisse au Fonds de cohésion européen qui aide certains pays à rattraper leur retard de développement.
« Maintenant qu'un accord est en vue, nous espérons que la Suisse sera prête à aller de l'avant. Nous pensons avoir atteint un équilibre très délicat, qui devrait être apprécié comme tel par toutes les parties », a indiqué une source diplomatique européenne à Bruxelles.

Von der Leyen à Berne ?

Le gouvernement suisse pourrait donner son accord vendredi, puis la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, pourrait se rendre à Berne avant Noël pour sceller la conclusion des négociations. Mais rien n'a été officiellement annoncé pour l'instant.
L'Union syndicale suisse (USS), la plus grande organisation de salariés, réclame des négociations supplémentaires, estimant que l'accord en l'état va détériorer la qualité des salaires dans le pays. Les négociations dans les secteurs du rail et de l'électricité inquiètent aussi les syndicats. Pour la Fédération des entreprises suisses, les accords « permettent à la Suisse de préserver les conditions d'accès aux marchés qui existent pour notre économie en Europe et de les développer dans des domaines importants».
Mais son président, Christoph Mäder, a souligné mercredi dans le quotidien Neue Zürcher Zeitung que la Suisse devait avoir la possibilité de gérer elle-même l'immigration, si celle-ci « dépassait les limites tolérables ».

BYD ATTO 2

Le SUV électrique vendu 13 000 € en Chine bientôt en Europe

BYD a lancé en début d'année en Chine le petit crossover électrique, qui pourrait prendre le nom d'Atto 2 chez nous. Commercialisé à 13 000 € en Asie, il sera également produit en Europe et vendu chez nous prochainement. A un tarif forcément un peu moins attractif.

BYD va-t-il passer la seconde en Europe ? La marque, qui prépare toujours le terrain pour sa première usine européenne, lance actuellement le Yuan Up en Chine. Dans la plus pure tradition chinoise, les voitures prennent des noms différents selon les marchés où elles sont proposées, quitte à perdre un peu la clientèle dans l'avalanche de produits et marques originaires de Chine. Ce Yuan Up est donc bien chinois mais il sera aussi vendu en Europe sous un autre nom : BYD Atto 2. Un crossover plus court que le BYD Atto 3 mais aussi bien moins cher : le Yuan Up est aujourd'hui vendu à un peu plus de 96.800 yuan (cela ne s'invente pas), soit 13.000 €. En Chine, la cible du Yuan Up est une clientèle très jeune, voire étudiante affirme BYD. Mais chez nous, elle sera évidemment un peu plus âgée lorsque l'équivalent BYD Atto 2 débarquera.

Une petite BYD pour 2025

Le lancement du BYD Atto 2 est prévu pour l'année prochaine en Europe avec une production au départ chinoise. Ce qui impactera forcément la stratégie de BYD avec les droits de douane récemment relevés. Mais BYD, qui prépare sa première usine européenne en Hongrie, pourrait à terme se retrouver à pied d'égalité avec les constructeurs européens en produisant sur leur propre sol. Et le BYD Atto 2 est le candidat idéal : un crossover de 4,3 mètres de long avec une batterie de 42,1 kWh qui donnerait droit à 400 km d'autonomie selon le cycle chinois. Le SUV revendique 1540 kg avec la grosse batterie (une plus petite de 32 kWh est aussi au catalogue) et les moteurs développent respectivement 95 et 176 ch.C'est relativement peu, compte tenu du test d'homologation asiatique plus éloigné de la réalité que notre WLTP. Il faudra donc que le BYD Atto 2, vendu à un prix canon en Chine, fasse un gros effort sur le prix pour se démarquer d'une concurrence européenne de plus en plus compétitive malgré la domination de la Chine sur les matières premières.
La présentation du BYD Atto 2 serait prévue pour le début d'année prochaine. Il reste donc la grande inconnue : le prix. Vendu 37.990 €, le BYD Atto 3 est remisé jusqu'à fin décembre 2024 à 29.990 €. Si BYD souhaite rester cohérent, il faudrait donc placer le BYD Atto 2 sous les 30.000 €, d'autant plus qu'au delà de cette limite, les rivaux en offrent souvent plus en matière d'autonomie. Cela n'est pas forcément vrai sur la dotation technologique, mais BYD a parfois tendance à avoir la main lourde sur les outils numériques et les équipe-

Fiat vient de donner une date de fin pour sa Panda thermique

Mamie fera de la résistance. Lancée en 2011, l'actuelle Fiat Panda restera au catalogue jusqu'en 2030, date à laquelle elle cédera sa place à une quatrième mouture. Stellantis vient de publier son plan d'action à l'horizon 2030 sur l'ensemble de ses sites de production en Italie. Document qui vient en complément des annonces d'hybridation de modèles qui initialement ne devaient être qu'électriques, à l'instar des Alfa Romeo Stelvio et Giulia comme de la future Lancia Gamma.

Née en 2011, la Fiat Panda sera en vente jusqu'en 2030

Mais le fait saillant de cette communication atypique sur le long terme, c'est que la Fiat Pandina restera au catalogue jusqu'en 2030. Née Fiat Panda en 2011, la troisième mouture de la puce italienne, longue de 3,65 m, a changé d'appellation en début d'année afin de ne pas être confondue avec sa grande sœur, la Fiat Grande Panda (3,99 m) – cousine technique de la nouvelle Citroën C3 -, qui assure un complément par le haut. À cet horizon, la quatrième génération de la Fiat Panda fera son apparition.
L'actuelle mouture de la boîte à malices restera donc 19 ans au catalogue, une carrière longue dont le modèle à l'habitude. En effet, la toute première mouture de la Panda, celle cubique née en 1980 sous le coup de crayon de Giorgeto Giugiaro, a même fait davantage durer le plaisir en concession. La Fiat Panda fut produite durant 23 ans de 1980 à 2003, avec dans l'intervalle deux restylages, en 1986 puis en 1992, à plus de 5,5 millions d'unités. Ainsi, avec une présence de seulement 9 ans au catalogue, de 2003 à 2012, la seconde génération de la Panda fait quasiment figure d'exception. Désormais, la gamme de la Fiat Panda repose sur un unique moteur 1.0 Hybrid de 70 ch, associé à une boîte de vitesses manuelle à 5 rapports, déclinée selon deux niveaux de finition Panda (à partir de 15 900 €) et Pandina (à partir de 17 900 €), cette dernière adoptant une livrée de baroudeur sans toutefois recevoir la transmission intégrale proposée autrefois par la Fiat Panda 4x4 Cross. Si Fiat s'est donné la peine d'adapter aux normes GSR2 sa citadine, ce que n'ont pas fait certaines rivales, à commencer par la Renault Twingo qui a discrètement quitté la scène au printemps, c'est pour conserver une proposition abordable en entrée de gamme.
L'usine de Pomigliano d'Arco, située dans la province de Naples, accueillera également la production de deux nouveaux modèles compacts basés sur la plateforme technique STLA Small, châssis qui sera étrenné dans le groupe par la troisième généra-

CHATGPT

Ça sent le roussi pour GPT-5

Alors qu'OpenAI multiplie les annonces autour de ses modèles expérimentaux o1 et o3, le développement de GPT-5 semble patiner. D'après un récent rapport du Wall Street Journal, le prochain grand modèle de l'entreprise, nom de code « Orion », ne répond pas aux attentes après 18 mois de développement.

Le géant de l'intelligence artificielle OpenAI traverse une période charnière. Alors que son modèle phare GPT-4o continue de dominer le marché, le développement de son successeur GPT-5 rencontre des obstacles majeurs, poussant l'entreprise à repenser sa stratégie d'innovation. Une situation qui pourrait marquer un tournant dans l'évolution des grands modèles de langage.

Des performances décevantes malgré des coûts astronomiques

Les équipes d'OpenAI ont déjà réalisé au moins deux sessions d'entraînement majeures pour GPT-5. Malheureusement, les premiers tests se sont avérés plus lents que prévu, laissant présager des investissements pharaoniques pour la suite. Si le modèle surpasse effectivement ses prédécesseurs, les améliorations ne justifient pas encore les dépenses colossales nécessaires à son fonctionnement.

Face à ces défis, OpenAI réoriente sa feuille de route. L'entreprise explore désormais des voies alternatives pour perfectionner ses modèles. Au lieu de miser uniquement sur l'expansion des jeux de données, elle s'appuie sur la création de données synthétiques via son modèle o1 et recrute des experts pour générer du contenu de haute qualité.

Cette situation marque potentiellement un virage dans le développement des modèles d'IA. La « scaling law », théorie selon laquelle l'augmentation de la taille des modèles entraînait mécaniquement de meilleures performances, montre ses limites. OpenAI privilégie désormais l'excellence qualitative, comme l'illustre le développement d'o3, un modèle axé sur l'amélioration des capacités de raisonnement.

Des pistes novatrices émergent

L'entreprise a notamment constitué une équipe « foundations » chargée d'explorer de nouvelles directions. Parmi les axes prioritaires figure la multimodalité, permettant le traitement simultané de texte, d'images et de vidéos. Cette approche pourrait même conduire à l'abandon de la nomenclature GPT traditionnelle, signalant une transformation profonde des méthodes.

Cette évolution survient alors que la concurrence s'intensifie. Google DeepMind, Anthropic et Microsoft accélèrent leurs recherches en IA, obligeant OpenAI à maintenir son avance tout en maîtrisant des coûts de développement exponentiels. Les centaines de millions de dollars engloutis annuellement en matériel et recherche soulèvent la question de la viabilité économique de ce modèle.

Malgré ces obstacles, les attentes demeurent élevées pour le successeur de GPT-4o, attendu début 2025. Microsoft, partenaire principal d'OpenAI, soutient que le modèle pourrait « passer les examens de qualification d'un doctorant ». Néanmoins, ce ralentissement apparent des progrès pourrait inaugurer une nouvelle phase dans le développement de l'IA, où l'optimisation qualitative supplantera la simple augmentation des capacités de calcul.

L'UE valide le rachat de Run:ai par Nvidia

Saisie par l'Italie en octobre dernier au sujet du rachat de la start-up israélienne par l'américain, la Commission européenne a finalement donné son accord. L'institution a déclaré que ce rachat ne posait aucune menace pour la concurrence dans les 27 États membres, malgré la position de Nvidia en tant que « principal producteur de matériel clé pour les applications d'intelligence artificielle utilisées dans l'UE et au-delà. « Notre enquête de marché nous a confirmé que d'autres options logicielles compatibles avec le matériel de Nvidia resteront disponibles sur le marché », a déclaré Teresa Ribera, la nouvelle responsable antitrust de l'UE. Pour rappel Run:ai propose des logiciels d'orchestration et d'optimisation des charges de travail IA sur les accélérateurs GPU dont ceux du géant américain, mais aussi d'autres fournisseurs.

Le moteur de recherche de Google pourra basculer en mode IA en un seul clic

Google ne compte pas cantonner sa technologie d'intelligence artificielle à son chatbot Gemini. Son moteur de recherche devrait aussi en bénéficier à l'avenir !

Si l'intelligence artificielle, c'est d'abord et avant tout pour le grand public ChatGPT, le géant de la tech qui, historiquement est bien avancé sur le sujet, se nomme plutôt Google. Une entreprise qui a depuis produit le chatbot Gemini, outil à l'heure actuelle autonome. Mais il pourrait bien finalement être disponible prochainement directement sur le moteur de recherche de l'entreprise !

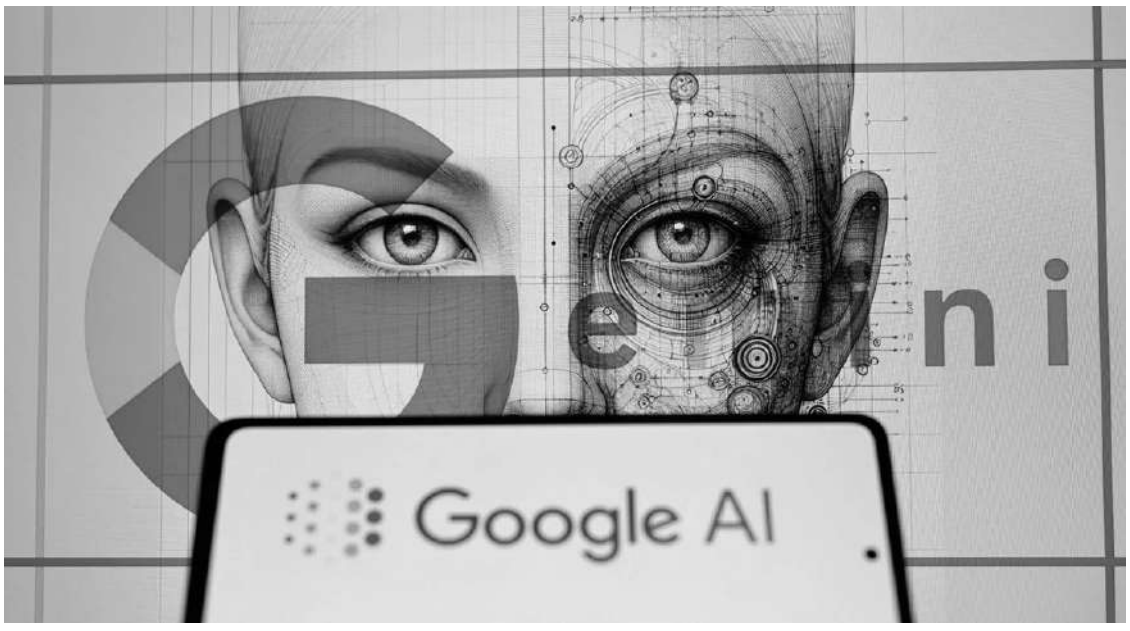
Un mode IA pour Google

Il y a un peu moins de deux semaines, on apprenait que Google travaillait sur un « mode IA » pour Google. Une news qui se confirme aujourd'hui avec les renseignements obtenus par The Information. D'après le média américain, Google va ajouter un nouvel onglet dédié à ceux déjà présents en haut de la page de recherche et permettant d'accéder au fameux mode IA.

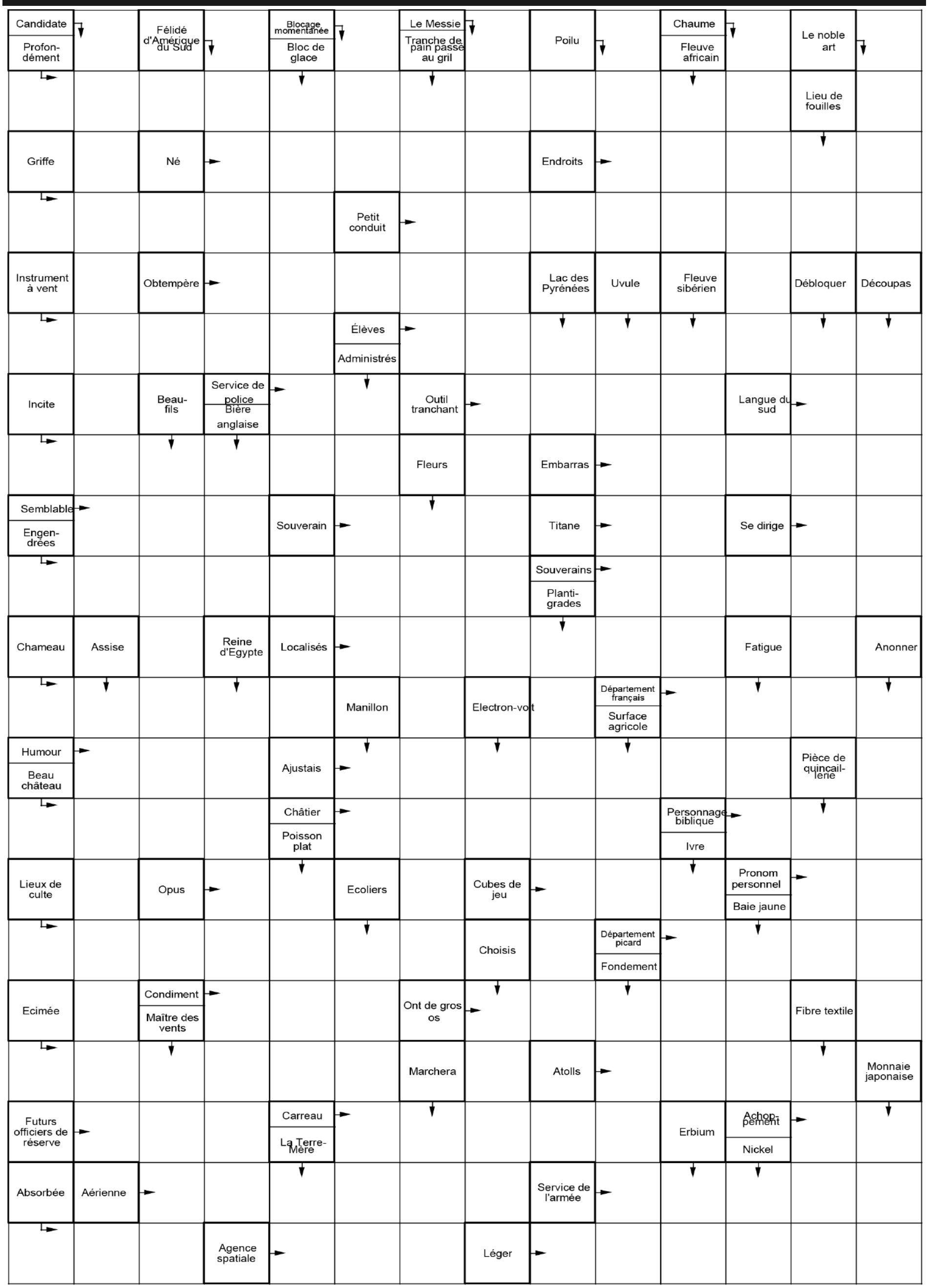
Après avoir cliqué sur cet onglet, l'utilisateur se retrouvera ainsi sur une interface similaire au chatbot de Gemini, via lequel il sera possible d'effectuer une recherche.

Google doit répondre à la concurrence d'OpenAI

Ce qui est intéressant, ce que l'IA répondra à la question comme le font les chatbots habituels, mais proposera aussi par ailleurs des liens externes sur lesquels l'IA s'est appuyée pour produire sa réponse. Ce qui permettra à la personne faisant sa recherche de pouvoir apprendre plus en lisant les sources - ce qui donne un parfait mélange des capacités du chatbot et du moteur de recherche traditionnel. Il sera aussi possible, grâce à une barre de recherche dédiée, de poser des questions de suivi. Cette façon de faire n'est pas sans rappeler d'autres acteurs de l'IA. On sait ainsi que l'un des grands objectifs d'OpenAI est de mener une concurrence féroce à Google, en développant son propre moteur de recherche alimenté à l'IA. L'outil SearchGPT est notamment devenu accessible à tous ces derniers jours. De quoi obliger Google à bouger rapidement !



Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Lundi 23 décembre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

APN

Séance plénière lundi consacrée au vote de deux textes de loi

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra lundi ses travaux en séance plénière consacrée au vote de deux textes relatifs à la gestion des déchets et à la protection des personnes aux besoins spécifiques, a indiqué dimanche un communiqué de la chambre basse du Parlement. "L'Assemblée populaire nationale reprendra lundi à 10h:00 ses travaux en séance plénière consacrée au vote du projet de loi modifiant et complétant la loi 01-19 du 12 décembre 2001 relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets en sus du projet de loi relatif à la protection et à la promotion des personnes aux besoins spécifiques", précise l'APN dans son communiqué.

Le président de la République reçoit le ministre des Relations extérieures du Cameroun

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche, le ministre des Relations extérieures du Cameroun, M. Lejeune Mbella Mbella, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf.(

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSIDE UNE RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Plusieurs dossiers examinés

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des projets de loi et à des exposés concernant plusieurs secteurs, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2022, à deux projets de loi relatifs aux secteurs de l'éducation et de la santé et à des exposés concernant, entre autres, la création de nouvelles circonscriptions administratives et les partenariats dans le cadre de la loi sur les hydrocarbures", lit-on dans le communiqué de la Présidence de la République.

PRODUCTION ALGÉRIENNE DE PÉTROLE

Environ 908 000 barils/j attendus en 2025

Par M.A.

En 2025, la production pétrolière de l'Algérie devrait se maintenir à un niveau d'environ 908 000 barils par jour, selon les prévisions actuelles. Cette estimation englobe la période jusqu'à la fin du premier trimestre de l'année, soit le 31 mars. Ce chiffre s'inscrit dans le cadre des engagements de l'Algérie au sein de l'OPEP+, où le pays participe activement aux réductions volontaires de production, a indiqué un rapport de la plateforme spécialisée « Attaqa.net ».
En novembre 2023, l'Algérie, en coordination avec sept autres membres de l'OPEP+, a décidé de prolonger ces réductions de 2,2 millions de barils par jour pour trois mois supplémentaires, jusqu'en mars 2025. Ces ajustements devront être progressivement rétablis sur une période de 18 mois, ce qui devrait entraîner une légère hausse de la production dès le mois d'avril 2025.Pour l'Algérie, la part dans les réductions volontaires de production se chiffre à environ 51 000 barils par jour dans le cadre de l'accord de novembre, ainsi que 48 000 barils supplémentaires en vertu des mesures annoncées en avril 2023. Ce total de 99 000 barils par jour contribue à la gestion collective de l'offre pétrolière mondiale.
Au fil de l'année 2025, une reprise progressive de la production algérienne est attendue.
À partir d'avril, avec la levée partielle des réductions, la production devrait augmenter légèrement pour atteindre 911 000 barils par jour. Cette tendance de hausse continuera tout au long de l'année, atteignant un sommet de 934 000 barils par jour en décembre 2025, un niveau record pour l'année.En regardant plus loin, en 2026, la production de l'Algérie pourrait franchir le seuil symbolique du million de barils par jour, avec des prévisions estimant un volume de 1,007 million de barils quotidiennement.
Ce regain de production résulte d'investissements substantiels, estimés à 50 milliards de dollars entre 2024 et 2028, dans l'exploration et la production de pétrole et de gaz, ainsi que dans le développement de la pétrochimie.
La gestion stratégique de la production pétrolière par l'Algérie, soutenue par ses engagements au sein de l'OPEP+, et ses investissements dans le secteur énergétique, semblent jouer un rôle clé pour maintenir la stabilité et assurer une croissance continue de ses exportations de pétrole dans les années à venir.

AIDE À DOMICILE POUR LES RETRAITÉS À ORAN

Près de 2.000 retraités bénéficient de ce service cette année

Près de 2.000 retraités de la wilaya d'Oran ont bénéficié, cette année, du service d'aide sociale à domicile proposé par la Caisse nationale des retraites (CNR), a indiqué, dimanche, M. Kada Bekour, directeur de l'agence de la CNR à Oran. M. Bekour a précisé, dans une déclaration à l'APS en marge du lancement de la campagne "Semaine d'aide sociale à domicile", qui durera cinq jours, qu'environ 150 retraités bénéficient, chaque mois, de cette aide, principalement ceux qui souffrent de handicap ou d'incapacité. Ces services sont supervisés par les assistantes sociales exerçant au sein de l'agence et incluent un accompagnement sanitaire, tel que l'aide à la prise en charge médicale, ainsi que la fourniture de matériel médical et de services, notamment des fauteuils roulants, des cannes et des appareils auditifs. D'autre part, les retraités bénéficient également d'un accompagnement administratif qui comprend la remise de documents administratifs des organismes de sécurité sociale aux intéressés à leur domicile, ainsi que l'aide pour la collecte et le dépôt de documents administratifs auprès des services publics tels que les communes ou les bureaux de poste. La Caisse nationale des retraites a dédié cette campagne, qui a été lancée dimanche et se poursuivra jusqu'à jeudi prochain, pour mettre en exergue les activités sociales qu'elle offre aux retraités et à leurs ayants-droit, à travers le "Dispositif d'aide sociale à domicile", visant à humaniser les relations avec les retraités, notamment ceux malades, âgés ou incapables de se déplacer, et à s'occuper de leurs affaires personnelles.

IMPORTANCE DE LA ZAKAT

Campagne de sensibilisation à Alger en direction des commerçants de la filière viandes rouges

L'Office national des wakfs et de la zakat a organisé, dimanche à Alger, en coordination avec l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), une campagne de sensibilisation en direction des commerçants de la filière viandes rouges sur l'importance de la zakat dans la société.
Organisée au siège de la Fédération nationale des viandes rouges à El Harrach au profit des commerçants de cette filière, cette initiative s'inscrit dans le cadre de la 23e campagne de sensibilisation du Fonds de la zakat (2024) et de la mise en œuvre de la convention de coopération signée entre l'Office national des wakfs et de la zakat et l'UGCAA. Dans ce cadre, le chargé de coopération à l'Office national des wakfs et de la zakat, Mouad Mihi, a précisé que cette campagne "vise à sensibiliser les commerçants relevant de la Fédération nationale des viandes rouges à l'importance du rite de la zakat dans la société", invitant les commerçants et les opérateurs économiques à verser leur zakat dans les fonds prévus à cette fin, disponibles dans les mosquées ou dans les bureaux des directions des affaires religieuses supervisés par l'Office.
De son côté, le Secrétaire général de l'UGCAA, Issam Bedrissi, a mis en avant "les dimensions économiques et sociales du Fonds de la zakat et son rôle dans l'ancrage des valeurs de solidarité et d'entraide parmi les différentes catégories de la société". Par ailleurs, le président de la Fédération nationale des viandes rouges, Khir Merouane, a salué cette initiative, appelant tous les commerçants de la filière viandes rouges à y participer.

SUIVI DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION DU LAIT

Giplait annonce le lancement en 2025 d'une plateforme numérique

Par R E.

La Présidente Directrice Générale (PDG) du groupe industriel public des productions laitières (Giplait), Samah Lahlouh, a annoncé samedi depuis Batna le lancement d'une plateforme numérique de suivi des opérations de production et de distribution du lait à travers le pays au cours du premier trimestre 2025. Lors de sa visite à la laiterie Aurès à la zone industrielle de Batna en compagnie du wali, Mohamed Benmalek, la même responsable a précisé que cette plateforme inclura les activités des 15 unités que compte le groupe dans le pays dont celle de Batna de sorte à suivre l'approvisionnement du marché national en ce produit.
Elle permettra également, a-t-elle ajouté, de connaitre les quantités produites par le groupe et celles produites par chacune de ses laiteries d'une manière pour mieux maitriser la production et la commercialisation.
Mme Lahlouh a inscrit sa visite dans la wilaya Batna dans le cadre des préparatifs du mois sacré du Ramadhan pour prendre connaissance des dispositions des unités productives du groupe pour répondre aux besoins du marché national et augmenter la production en cas de besoin. Elle a également mis l'accent sur la qualité des produits Giplait fabriqués à 100 % à base de lait frais en adéquation avec les efforts des autorités supérieures du pays pour réduire la facture des importations, soulignant que depuis juin passé, le lait frais a été introduit à la production du lait pasteurisé à hauteur de 15 % pour remplacer progressivement la poudre de lait importée. La même responsable a rappelé les potentialités du groupe qui couvre actuellement plus de 50 % des besoins du marché national en lait pasteurisé et qui renforcera son réseau de laiterie par une nouvelle devant entrer en activité avant le Ramadhan prochain à Rouiba (Alger) avec une capacité de plus de 1 million litres/jour, estimant la quantité produite actuellement par le groupe à 5,2 millions litres/jour. Le groupe Giplait œuvre à se rapprocher davantage du consommateur par l'élargissement de son réseau de points de vente, a encore ajouté sa responsable. Mme Lahlouh a visité les différentes structures de la laiterie Aurès et a reçu des explications sur la production de l'unité et ses perspectives de développement.